# Les Enjeux Eco

*Quotidien national de l'économie*

**Lundi 13 janvier 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°549 ■**


BOUGHALI REÇU À CARACAS PAR LE PRÉSIDENT NICOLAS MADURO

## L'Algérie est disposée à renforcer sa coopération avec le Venezuela

P 16

SALON NATIONAL DE LA MICRO-ACTIVITÉ

# Le savoir-faire algérien à l'honneur

***Que ce soit dans l'utilisation du bois, de la broderie, de l'élevage, ou dans d'autres domaines, la première édition du Salon national de la micro-activité, qui s'est déroulée depuis jeudi au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger et a clos ses portes hier dimanche, a permis aux micro-entreprises bénéficiaires de microcrédits de mettre en valeur leurs activités et de partager leurs expériences respectives.*** P 3

AVEC LA PARTICIPATION DE 70 EXPOSANTS

## *La 11e édition du SIAG Expo s'ouvre demain à Oran*

Le Salon International de l'Industrie Agroalimentaire (SIAG Expo), événement incontournable pour les professionnels de l'agroalimentaire, revient pour une 11ème édition exceptionnelle du 14 au 16 janvier 2025 au Centre des Conventions d'Oran, annonce l'organisateur dans un communiqué.

P 2

SES PRODUITS SERONT COMMERCIALISÉS EN LIGNE

## *GETEX à la conquête de nouvelles parts de marché*

Le groupe public du textile et du cuir GETEX franchit une étape décisive dans sa stratégie de développement en s'associant à la start-up «Diar Dzair», spécialisée dans le commerce électronique. Cette collaboration, présentée lors d'une visite d'inspection du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, dans les ateliers de C&H et LEATHER INDUSTRY, marque la volonté de GETEX de moderniser la commercialisation de ses produits à l'échelle nationale et internationale.

P 5

AVEC UNE PART DE MARCHÉ DE 38,5% EN 2024

## *L'Algérie, premier fournisseur de l'Espagne en gaz naturel*

En 2024, l'Algérie a consolidé sa position de principal fournisseur de gaz naturel pour l'Espagne, devançant ainsi la Russie. En effet, l'Algérie a fourni 38,5 % des importations totales de gaz en Espagne, soit 131.202 gigawatts-heure (GWh). Parmi ce volume, 105.891 GWhont transité par le gazoduc Medgaz, tandis que 25.311 GWh ont été livrés sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL), selon le site espagnol « Europa Press ».

P 5

OUVERTURE DU CAPITAL DE LA START-UP « MOUSTACHIR»

## 94,625 millions de DA collectés P 2

SOINS À BASE DE PRODUITS NATURELS

## Un secteur en plein essor P 3

DYSFONCTIONNEMENTS ENREGISTRÉS SUR L'APPLICATION BARIDIMOB

## Algérie Poste rassure ses clients P 4

ETABLISSEMENT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE D'ORAN

## Intervention chirurgicale délicate pour l'ablation d'une tumeur rare au cerveau

Le service de neurochirurgie de l'Etablissement Hospitalo-Universitaire (EHU) "1er novembre 1954" d'Oran a réalisé une opération chirurgicale complexe pour l'ablation d'une tumeur bénigne rare au cerveau d'une taille de 12 cm, a indiqué, dimanche, un communiqué de cet établissement de santé. La tumeur était localisée au niveau du cerveau, s'étendant jusqu'à l'œil du patient, la mâchoire inférieure à l'avant et le haut du cou à l'arrière, une situation extrêmement rare à l'échelle mondiale, selon la même source. Le patient, âgé de 58 ans, a été pris en charge dans des délais très courts en coordination avec le service d'anesthésie et de réanimation, précise le communiqué. Le professeur Rabah Kerbouz, chef du service de neurochirurgie de cet établissement, a expliqué que ces tumeurs se développent dans les méninges (les membranes enveloppant le cerveau et la moelle épinière) et peuvent se propager ou envahir les tissus environnants. Bien que cette tumeur soit bénigne, elle impacte la vie du patient en raison de la pression exercée sur divers organes et nerfs au niveau du cerveau et du visage. Le même spécialiste a ajouté que son service a pris en charge le patient dès sa consultation, et qu'il a procédé à l'ablation de la partie externe de la tumeur située au niveau de l'œil, du visage, de la mâchoire et du début du cou. Après environ une semaine, la deuxième phase de l'opération, plus délicate et risquée, a été réalisée, consistant en l'ablation de la portion restante de la tumeur située à l'intérieur du crâne, proche du cerveau et des nerfs. Une troisième opération est prévue pour la reconstruction et la chirurgie esthétique du visage.

ENTMV

## Changement dans le programme de deux traversées

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, vendredi dans un communiqué, un changement dans la programmation de deux traversées durant la semaine prochaine, et ce en raison des mauvaises conditions météorologiques prévues durant cette période. Ainsi, la traversée Alger-Marseille prévue initialement le 12 janvier, a été reportée au 14 janvier à 12h à bord du Tassili 2, précise-t-on de même source. La traversée Marseille-Oran, qui était programmée initialement le 14 janvier, a également été reportée au 15 janvier à 16h, et qui doit être assurée par le Tassili 2, ajoute l'Entmv.

OUVERTURE DU CAPITAL DE LA START-UP « MOUSTACHIR»

# 94,625 millions de DA collectés

*La start-up «Moustachir» sera introduite officiellement, demain mardi, à la Bourse d'Alger, après avoir franchi avec succès l'étape de la souscription. «L'introduction officielle de Moustachir à la Bourse aura lieu mardi prochain. Les actionnaires pourront entamer les transactions», a fait savoir, jeudi dernier à Alger, le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouznada, expliquant que l'opération de souscription a été couronnée de succès.*

**Synthèse Selma R**

Le taux de demande sur les actions a dépassé l'offre (119,69 %), a-t-il précisé. Le nombre des actions requises a atteint 149.615, contre 125.000 actions mises en vente (25 % du capital de la société), ajoute M. Bouznada, considérant ce succès de «fruit des efforts conjoints déployés par les différentes parties prenantes». Le montant collecté au cours de cette opération est estimé à 94,625 millions da, selon le président de la COSOB qui précise que les actions proposées ont été acquises par 306 souscripteurs, dont 257 personnes physiques (62.500 actions), 29 fonctionnaires et conseillers auprès de la société «Moustachir» (12.500 actions), ainsi que 20 personnes morales algériennes (50.000 actions). Ces souscripteurs proviennent de 45 wilayas dont Alger occupe la première place avec 39.453 actions acquises par 71 souscripteurs, soit 31,56 % du total des actions vendues, suivie de la wilaya de Bejaia avec 24.725 actions acquises par 5 souscripteurs soit 19,78% des actions. La wilaya de Sétif vient en troisième place avec 14,204 actions demandées par 11 souscripteurs soit 11,36% de l'ensemble des actions vendues.

A cette occasion, Bouzenada a mis en avant le rôle de la COSOB dans le soutien aux start-up et le renforcement de leur écosystème à travers la création de deux nouveaux compartiments au niveau de la Bourse à savoir : Compartiment croissance et Compartiment émergeant, qui ont été créés en vertu du règlement général de la Bourse des valeurs mobilières, promulgué en janvier 2024. Il est également prévu la promulgation «prochaine» du règlement de la COSOB, relatif aux Fonds communs de placement à risque (FCPR), un système de financement qui convient aux PME.

Le Directeur de la SGBV, a de son côté, estimé que l'introduction de la start-up «Moustachir» était un «évènement important», d'autant que cette dernière s'est introduite après seulement deux ans d'activité, soulignant «l'engagement de son entreprise à accueillir et à accompagner ce genre d'entreprises». Le PDG de l'entreprise «Moustachir», a quant à lui, salué le rôle des Hautes autorités dans le renforcement de l'écosystème des start-up, relevant, dans ce sens, que son entreprise «a déposé une demande pour devenir un promoteur à la Bourse d'Alger au sein du compartiment Croissance afin de pouvoir à l'avenir accompagner les start-up durant toutes les étapes de leur introduction en Bourse».

AVEC LA PARTICIPATION DE 70 EXPOSANTS

# La 11e édition du SIAG Expo s'ouvre demain à Oran

**Par S. R.**

Le Salon International de l'Industrie Agroalimentaire (SIAG Expo), événement incontournable pour les professionnels de l'agroalimentaire, revient pour une 11ème édition exceptionnelle du 14 au 16 janvier 2025 au Centre des Conventions d'Oran, annonce l'organisateur dans un communiqué.

Placé sous le parrainage officiel de Monsieur le Wali d'Oran, le SIAG est reconnu comme une plateforme majeure pour les acteurs clés de l'industrie agroalimentaire — fabricants, équipementiers et prestataires de services, accueillant chaque année des milliers de visiteurs et de décideurs, aussi bien nationaux qu'internationaux, consolidant ainsi sa position de leader dans le domaine.

Un programme riche et varié

**Pour cette 11 édition, le SIAG Expo annonce la participation de 70 exposants, prévoit**

4 500 visiteurs et propose un programme diversifié, incluant des ateliers culinaires en direct.

« Des chefs de renom tels que Hicham Cook, HadjerPinkitchen et Chef Walid animeront des démonstrations culinaires spectaculaires.

Ces ateliers mettront en lumière l'art gastronomique et favoriseront l'entrepreneuriat dans ce domaine», indique la société First Events, organisatrice de cet événement.

Des espaces d'échanges et de networking sont également au programme. C'est, en effet, une occasion unique pour les participants de renforcer leur visibilité, promouvoir leur savoir-faire et nouer des partenariats stratégiques avec d'autres acteurs majeurs du secteur.

Fort du succès de l'édition précédente, qui a attiré plus de 3 500 visiteurs et plus de 50 exposants, le SIAG Expo continue de s'imposer comme un événement de référence dans le secteur agroalimentaire. Cette année, les organisateurs redoublent d'efforts pour offrir une expérience enrichie et adaptée aux attentes d'un secteur en constante évolution.

Créé en 2004, le SIAG Expo est devenu un rendez-vous emblématique pour les professionnels de l'agroalimentaire. Cet événement réunit chaque année des milliers d'acteurs de la chaîne de valeur agroalimentaire, offrant un espace privilégié pour l'innovation et les opportunités d'affaires. Véritable moteur de croissance, il accompagne aussi bien les producteurs locaux que les leaders internationaux dans leur développement.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SALON NATIONAL DE LA MICRO-ACTIVITÉ

# Le savoir-faire algérien à l'honneur

*Que ce soit dans l'utilisation du bois, de la broderie, de l'élevage, ou dans d'autres domaines, la première édition du Salon national de la micro-activité, qui s'est déroulée depuis jeudi au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger et a clos ses portes hier dimanche, a permis aux micro-entreprises bénéficiaires de microcrédits de mettre en valeur leurs activités et de partager leurs expériences respectives.*

**Par Réda Hadi**

Dédié aux jeunes de plus de 18 ans sans revenus et /ou disposant de petits revenus instables et irréguliers, le dispositif Angem a permis l'éclosion d'un savoir-faire ou la résurgence de métiers oubliés.
Tous les participants à ce salon, sont unanimes à reconnaitre, que sans l'aide de l'Angem, qui leur a proposé pour beaucoup d'entre eux, d'avoir un capital de 1 million de dinars, ils ne leur auraient pas été possible, car les financements, octroyés par l'Etat via l'Agence nationale de du micro-crédit (ANGEM), ont été un véritable levier pour ces entrepreneurs qui se sont imposés par la qualité de leurs produits et leurs services. Dans ce cadre, plusieurs artisans et entrepreneurs ont su tirer parti de ces soutiens financiers pour exceller dans leurs domaines respectifs.
Qu'il s'agisse de tenues traditionnelles qui font la fierté de nos régions, ou de ses artisans qui ont su et pu relever de mettre au goût du jour le travail du bois à travers tout un assortiment de vaisselle, le salon a permis de tisser des liens entres les différents exposants, de partager leurs expériences pour s'adapter à de nouvelles exigences de marché. Au-delà de cette manifestation, le visiteur a pu s'apercevoir que des métiers auxquels on ne s'y attendait pas été représentés.
A l'instar de ce forgeron artisan de Bou Saâda, qui a attiré beaucoup de personnes venues admirer ses épées et ses couteaux traditionnels, un réel héritage familial. Dans les travées de ce selon, Karima, une jeune couturière de 22 ans, nous a avoué qu'elle ne connaissait pas l'existence de ce dispositif, et que son intérêt ne se limiterait pas à observer les œuvres, mais à des engagements concrets pour bénéficier de ce dispositif. Plus en retrait, dans le hall d'exposition, un septuagénaire de Tamalous, dans la wilaya de Skikda propose une alternative écologique, au plastique et au verre avec de la vaisselle en bois. A son stand, on trouve des terrines, des assiettes, des mortiers et même des chopes à café. La tradition de la vaisselle en bois est de retour et cela contribue à pérenniser cet artisanat ancestral. Le salon recelait de ces métiers qui font notre diversité, notre culture, et notre résilience. A l'instar de cette fille de Tizi-Ouzou, qui après des études en hôtellerie, s'est adonnée à sa passion, qu'est l'élevage de lapins. Un savoir-faire hérité de sa famille, et qui lui permis de se lancer dans ce domaine.
« Mais le plus étonnant » nous dit un septuagénaire venu en curieux « ce salon a quelque chose de positif, car je pensais ne trouver que des métiers de vielles traditions, tels que la broderie, la couture et autres tapisseries. Il n'en est rien, j'ai découvert des métiers oubliés »
Le plus étonnant et admirable de ce salon, est de voir les exposants discuter entre eux de leurs expériences, de s'échanger des qui des tutos, qui des expériences.
Alors que l'on quitté les lieux, Sadek, un jeune homme de 25 ans, nous a apostrophé pour nous signifier sa joie et son engouement après avoir discuté avec des artisans, pour lancer sa micro-entreprise d'aide à domicile. Selon ses vœux, cela passera par toutes les aides à domicile, en matière de garde malade, de ménages ou de repassage de vêtements.

LA CONSOLIDATION DU POUVOIR D'ACHAT DES CITOYENS

## Un des axes principaux de la Loi de Finances 2025

La consolidation du pouvoir d'achat des citoyens, ainsi que la dynamisation de l'investissement économique et la promotion de l'équité fiscale, figurent parmi les principaux axes de la Loi de Finances 2025, a indiqué, samedi à Oran, l'enseignant universitaire et expert en économie, Chouam Bouchama. M. Chouam, qui a animé une rencontre organisée par la Coordination de la Citoyenneté Durable d'Oran pour expliquer aux associations le contenu de la Loi de Finances 2025, a indiqué que cette loi servira de cadre à plusieurs mécanismes ayant pour objectif de soutenir le pouvoir d'achat des citoyens et d'améliorer leur niveau de vie. Il a également souligné que cette loi vise à soutenir la dynamique de l'investissement économique, en offrant de nombreux avantages en matière de fiscalité, de crédits et d'avantages en termes de couverture sociale des personnes embauchées au cours des premières années des projets d'investissement. Il a également expliqué que l'investissement dans le Grand Sud bénéficie, pour la première fois, d'un soutien important et de multiples avantages grâce à la loi de finances 2025. Au sujet de startups, notamment celles qui innovent, M. Chouam a précisé qu'elles bénéficient de privilèges particuliers, tels que des réductions fiscales pouvant atteindre 50 % ou plus, en fonction du niveau d'innovation, pour la valeur ajoutée qu'elles apportent. Concernant la promotion de l'équité fiscale, Pr Chouam a affirmé que le processus de numérisation constitue le garant pour sa réalisation et la mise en œuvre totale de la transparence dans ce domaine, soulignant que le paiement électronique contribue également à assurer cette transparence. A la fin de la rencontre, organisée en partenariat avec l'université "Mohamed Boudiaf" et l'APC d'Oran, une série de recommandations a été lue, soulignant la nécessité d'impliquer les citoyens dans la compréhension et la connaissance du contenu de la Loi de Finances et de renforcer les valeurs de citoyenneté au sein de la société.

R E.

SOINS À BASE DE PRODUITS NATURELS

# Un secteur en plein essor

**Par R E.**

Le marché des produits de soins corporels et cosmétiques à base de plantes et des huiles essentielles représente un créneau prometteur pour les jeunes universitaires convertis en artisans, qui ne cesse de séduire un segment de consommateurs nostalgiques des recettes de grand-mère et des parfums d'antan.
«L'idée des produits de soins naturels m'est venue lors de la préparation de mon mémoire sur l'extraction des huiles essentielles et végétales», raconte à l'APS Samira Kessab, une jeune biologiste qui a lancé sa propre marque en 2021. «Ce travail de fin d'études m'a permis d'apprendre à extraire des huiles végétales par pression à froid et des huiles essentielles par distillation à la vapeur», a-t-elle ajouté.
Ce savoir faire acquis lui a permis de produire des huiles essentielles pour soulager les migraines, les douleurs musculaires et articulaires, des masques de soins capillaires et des produits de bien-être à base d'huile naturelles et d'herbes. Les matières premières qui rentrent dans sa gamme proviennent principalement des plantes récoltées dans les forêts de Boumerdès, mais aussi des plantes échangées avec les artisanes de Tipaza, Tlemcen et Constantine. «Nous leur fournissons les plantes qu'elles n'ont pas dans leurs forêts, et, en échange, elles nous offrent celles que nous n'avons pas. Cela nous permet d'avoir une grande variété de plantes et de diversifier nos produits», a-t-elle fait valoir. La jeune entrepreneuse, qui s'inscrit dans une démarche durable, projette de créer une pépinière de plantes aromatiques et médicinales au cœur même de la forêt, afin d'approvisionner sa petite entreprise. «Ce type de pépinière contribuerait à la préservation des forêts en les protégeant de la surexploitation», a-t-elle fait valoir. Nassima Kahoul, une biochimiste initiée à l'artisanat de produits de soins en 2019, raconte pour sa part comment tout a commencé lorsque sa mère a été atteinte du cancer du sein. «Je lui préparais des crèmes hydratantes et des champoings à base de plantes mais aussi des huiles capillaires contre la chute de cheveux causée par la chimiothérapie», s'est elle confiée. L'encouragement de son entourage l'a poussée à aller plus loin et elle décide alors de lancer sa propre marque. De par sa formation universitaire, Nassima avait déjà des notions dans ce domaine qu'elle a pu développer davantage au cours de ses contacts permanents avec les fournisseurs des matières premières.

### De l'industrie pharmaceutique aux remèdes traditionnels

Amel Khalfi partage la même passion. Son histoire avec les plantes et les huiles a commencé pendant la pandémie de COVID-19. Ingénieur en pharmacie, cette jeune diplômée de l'USTHB, a précédemment travaillé pour des entreprises pharmaceutiques comme Saïdal et Sandoz avant de se tourner vers l'artisanat, en lançant sa propre marque. Elle propose des produits naturels pour soigner l'eczéma, le psoriasis et les irritations de la peau. Outre ses crèmes de soin, elle propose également des baumes à lèvres aux différents parfums, des crèmes hydratantes, ainsi que des traitements contre la chute de cheveux, notamment des huiles et des masques à base de jujubier. Amel se distingue également par ses déodorants naturels à base d'eau de rose, un ingrédient précieux soigneusement préparé par sa grand-mère de Constantine, qui préserve encore la tradition de distillation de l'eau de rose avec des outils traditionnels en cuivre. «Une grande partie de l'eau de rose est réservée à la fabrication de mes crèmes, tandis qu'une quantité est destinée à une clientèle limitée», a-t-elle confié. En plus de ces produits de soins, Amel fabrique la savonnerie artisanale: savon D'Zair, savon à huile d'amende, à l'huile de jojoba et au lait de chèvre.
Cette pharmacienne convertie en artisane, travaille également en partenariat avec un vieux agriculteur sur un projet pour la commercialisation d'une teinture naturelle pour couvrir les cheveux gris. «La recette produite à base de henné et d'huile de cade devrait remplacer les teintures chimiques tout en soignant la chevelure», a-t-elle affirmé, en mettant en avant les vertus de ces produits naturels. Spécialisée dans la production de produits de soins, sa société lancée depuis 2021 avec un groupe de jeunes chimistes, inclut dans sa gamme des gels-douche, des shampoings anti-pelliculaires, ainsi que des savons liquides, mais aussi des articles parapharmaceutiques tels que des désinfectants et de l'alcool chirurgical. «Tous les produits sont garantis sans parabène, sans silicone et avec 98% de matières premières d'origine naturelle», assure Abdenacer Medjbour, son chargé commercial, précisant que ces produits, agréés par l'institut Pasteur, sont distribués dans les grandes surfaces, les pharmacies et les parapharmacies. Alliant savoir-faire traditionnel et connaissances scientifiques, ces jeunes universitaires participent activement à l'émergence d'un marché prometteur, tout en mettant en avant la richesse végétale du pays. Selon la FAO, l'Algérie possède près de 1.800 plantes intéressantes à développer, dont 640 espèces rares, offrant ainsi un potentiel inestimable pour le développement de l'industrie des soins naturels.

MONNAIE

## Le dollar bondit, propulsé par un emploi américain solide

**Le dollar s'est envolé vendredi, porté par des données montrant un marché de l'emploi américain robuste et surpassant les attentes, ce qui pourrait retarder le calendrier de baisse de taux de la Banque centrale américaine (Fed). Vers 20H20 GMT, le dollar montait de 0,61% par rapport à l'euro, à 1,0238 dollar, après une chute de la monnaie unique à son plus faible niveau depuis novembre 2022 face au billet vert, à 1,0215 dollar. Il grimpait aussi de 0,85% face à la livre, à 1,2204 dollar, après un nouveau plus bas de la devise britannique depuis novembre 2023, à 1,2193 dollar. Le Dollar index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, a atteint vendredi un nouveau sommet depuis novembre 2022, à 109,966 points. Face à la devise australienne, le billet vert a également grimpé à son plus haut niveau depuis avril 2020. Après avoir repris son souffle en début de séance, le dollar a profité du rapport de décembre sur l'emploi américain du ministère du Travail publié vendredi.**

DYSFONCTIONNEMENTS ENREGISTRÉS SUR L'APPLICATION BARIDIMOB

# Algérie Poste rassure ses clients

Le directeur général d'Algérie Poste, Louaï Zidi, a rassuré, samedi, les utilisateurs de l'application "BaridiMob", leur expliquant qu'une opération de mise à jour pour l'optimisation de l'application était à l'origine des dysfonctionnements enregistrées lors des virements de compte à compte, précisant que tous les virements effectués seront disponibles au plus tard mardi prochain. S'exprimant lors d'une conférence de presse sur les "transactions en instance sur l'application BaridiMob", M. Zidi a indiqué que "des dysfonctionnements ont été relevés sur l'application, touchant notamment les opérations de virement de compte à compte, en raison de la mise à jour de l'application et de la maintenance de la base de données, en vue d'une meilleure optimisation". Il a rappelé, dans ce cadre, les différentes opérations offertes par cette application, telles que les rechargements mobiles et internet en sus du paiement des factures, soulignant que la seule opération impactée par les perturbations était "le transfert de compte à compte". A cette occasion, le directeur général a présenté ses excuses pour ces perturbations, rassurant les clients d'Algérie Poste que l'application était "protégée et sécurisée" et que "toutes les opérations comptables effectuées sont enregistrées et seront disponibles au plus tard mardi prochain".. Il a également souligné l'importance de la mise à jour qui permettra, selon lui, d'"optimiser la performance de l'application, en adéquation avec le nombre d'utilisateurs", ajoutant que l'application "fera l'objet d'opérations similaires d'optimisation et de développement au cours de cette année", et connaîtra de "nouvelles options épargnant aux citoyens les déplacements". De son côté, le Directeur de la monétique et des services financiers postaux, Abdenour Seltni, a présenté quelques statistiques concernant l'application "Baridimob", soulignant que le nombre de citoyens ayant téléchargé l'application est passé de 3.400.000 fin 2023 à 4.725.000 à la fin de l'année 2024, d'où "la demande croissante sur l'application". Il a ajouté que le nombre de virements de compte à compte effectués via l'application avait atteint 3.500.000 opérations au cours du mois de décembre dernier, tandis que le montant total des virements enregistrés sur l'application s'élevait à 46 milliards de DA, alors que le nombre d'opérations d'achats en ligne a atteint 5.500.000 opérations d'une valeur globale de 4 milliards de DA au cours de la même période. Il a précisé que l'énorme volume de transactions sur cette application "reflète la nécessité d'améliorer ses performances, ce que l'établissement a fait du 3 au 10 janvier en cours", affirmant que "tous les comptes et les soldes sont garantis" et que toutes les opérations seront disponibles mardi prochain."

SALON NATIONAL DE LA MICRO-ACTIVITÉ

# Le Groupe Télécom Algérie, sponsor du la première édition

Dans le cadre de son engagement constant en faveur des initiatives nationales et de la promotion de l'entrepreneuriat, le Groupe Télécom Algérie a le plaisir d'annoncer sa participation en tant que sponsor "Platinum" à la première édition du Salon National de la micro-activité pour l'année 2025. Sous le haut patronage de Monsieur Noureddine Ouadah, ministre de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Microentreprises, cet événement est organisé par l'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit (ANGEM) sous le thème : « Le microcrédit… un levier pour la création d'activités économiques », et se tiendra du 9 au 12 janvier 2025 au Palais des Expositions, Pavillon « Casbah », à Alger. Le Groupe Telecom Algérie salue l'importance de cet événement, qui réunira environ 200 bénéficiaires ainsi que des représentants de startups et de microentreprises issues de diverses wilayas. L'événement mettra en avant la diversité des secteurs d'activité, tels que l'agriculture, l'artisanat, l'industrie de transformation, le recyclage, et la pêche maritime. Le soutien du Groupe Télécom Algérie à ce salon reflète sa conviction profonde dans le rôle central des microentreprises et des startups dans la réalisation d'un développement durable et innovant. Il témoigne également de sa volonté de contribuer activement à l'encouragement de l'esprit entrepreneurial et créatif chez la jeunesse algérienne. Le Groupe Télécom Algérie invite le grand public à visiter le salon pour découvrir les expériences inspirantes des entrepreneurs participants et profiter des activités et formations organisées en marge de cet événement.

FORMATION PROFESSIONNELLE

# Lancement d'une plateforme électronique pour faciliter les procédures d'inscription

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a procédé, jeudi à Alger, au lancement d'une plateforme électronique pour faciliter les inscriptions des demandeurs de formation, en prévision de la prochaine session de février.

Lors d'une journée d'information organisée à cette occasion, en présence de membres du Gouvernement, le ministre a précisé que cette plateforme électronique visait à simplifier les procédures d'inscription au profit des demandeurs de formation, et ce en prévision de la prochaine rentrée (session de février).

Dans ce sens, le ministre a fait état de nombreux autres services numériques en matière de modernisation du secteur de la formation professionnelle, à l'instar de la gestion numérique des activités du secteur dans le cadre de la modernisation des services administratifs afin d'améliorer la performance et de renforcer la qualité de la formation.

Il a également annoncé le lancement de la "carte d'apprenti" qui permet aux stagiaires de bénéficier des services présentés par le ministère, mettant en avant que ces mesures, s'inscrivant dans le cadre de "la stratégie du secteur en matière de transformation numérique", visaient à "présenter des services modernes".

## Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ALLIANCE ASSURANCES | ALL | 420,00 | NC | 0,00 | -0,82 | -1,54 | 8,10 | 7,14 | 0 | 0,00 |
| BIOPHARM | BIO | 2 350,00 | NC | 0,00 | 0,20 | 2,02 | 7,05 | 7,66 | 0 | 0,00 |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA | 2 250,00 | NC | 0,00 | 0,47 | -1,34 | 11,84 | 5,56 | 0 | 0,00 |
| EGH EL AURASSI | AUR | 400,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -3,72 | 5,06 | - | 0 | 0,00 |
| SAIDAL | SAI | 405,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -12,22 | 2,03 | - | 0 | 0,00 |

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 جانفي 2025

Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 08 janvier 2025

| Produits | | Prix du détail[1] DA / Kg | | | أسعار التجزئة[1] دج / كلغ | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | معدل Moyenne | أعلى Maximum | أدنى Minimum | المنتجات | |
| Légumes frais | Pomme de terre | 71 | 88 | 54 | البطاطا | خضر طازجة |
| | Tomate | 91 | 105 | 76 | الطماطم | |
| | Oignon sec | 49 | 55 | 42 | البصل الجاف | |
| | Ail sec | 474 | 540 | 409 | الثوم الجاف | |
| | Carotte | 72 | 81 | 63 | الجزر | |
| | Navet | 77 | 87 | 67 | لفت | |
| | Choux fleur | 75 | 84 | 66 | قرنبيط | |
| | Choux | 76 | 85 | 67 | الكرنب | |
| | Courgette | 192 | 207 | 176 | الكوسة | |
| | Haricot vert | 298 | 322 | 274 | الفاصولياء الخضراء | |
| | Laitue | 102 | 115 | 89 | الخس | |
| Fruits frais | Clémentine | 120 | 150 | 111 | الكليمونتين | فواكه طازجة |
| | Mandarine | 102 | 135 | 112 | المندرين | |
| | Orange | 115 | 140 | 90 | البرتقال | |
| | Citron | 124 | 142 | 107 | الليمون | |
| | Pomme locale | 405 | 516 | 293 | التفاح المحلي | |
| | Datte | 518 | 656 | 380 | التمر | |
| | Banane | 449 | 466 | 432 | الموز | |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale | 1775 | 1911 | 1638 | لحم البقر المحلي | المنتجات ذات الأصل الحيواني |
| | Poulet de chair | 375 | 388 | 362 | الدجاج | |
| | Œufs (Unité) | 19 | 20 | 18 | البيض (وحدة) | |
| | Lait de vache (Litre) | 98 | 103 | 92 | حليب البقر (لتر) | |

SES PRODUITS SERONT COMMERCIALISÉS EN LIGNE

# GETEX à la conquête de nouvelles parts de marché

*Le groupe public du textile et du cuir GETEX franchit une étape décisive dans sa stratégie de développement en s'associant à la start-up «Diar Dzair», spécialisée dans le commerce électronique. Cette collaboration, présentée lors d'une visite d'inspection du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, dans les ateliers de C&H et LEATHER INDUSTRY, marque la volonté de GETEX de moderniser la commercialisation de ses produits à l'échelle nationale et internationale.*

**Par Mourad A.**

Ce partenariat stratégique permettra à GETEX de bénéficier d'une plateforme dédiée, développée par «Diar Dzair», pour la vente en ligne de ses produits. En plus de la gestion des ventes, la start-up prendra en charge l'acheminement des commandes via son réseau de distribution couvrant les 58 wilayas d'Algérie, ainsi que plusieurs pays africains et européens. Au-delà de la logistique, «Diar Dzair» accompagnera également GETEX dans la construction de son identité visuelle et le renforcement de sa présence sur les réseaux sociaux, devenus incontournables dans le commerce électronique moderne.

Le ministre Sifi Ghrieb a salué cette initiative en soulignant son rôle crucial pour rapprocher GETEX de ses clients. Selon lui, ce partenariat est une étape importante pour l'industrie du textile et du cuir en Algérie. Il permettra de renforcer la compétitivité de notre secteur en l'adaptant aux exigences du marché numérique actuel. Il est impératif de saisir cette opportunité pour faire rayonner les produits algériens au-delà de nos frontières. Il a aussi insisté sur l'importance de l'exploitation des capacités humaines et matérielles du secteur pour répondre aux besoins croissants du marché national. « Le marché national, estimé à plus d'un milliard de dollars par an, offre un potentiel énorme. Nous devons faire en sorte que nos produits répondent aux attentes des consommateurs tout en étant compétitifs », a-t-il ajouté.

Lors de sa visite dans les ateliers de GETEX, le ministre a pu apprécier la qualité des matières premières utilisées dans la fabrication des produits. «La qualité est notre priorité, mais il est également essentiel d'innover constamment dans la conception des produits, notamment ceux destinés au grand public. GETEX doit regagner ses parts de marché en Algérie et à l'international », a affirmé Ghrieb. Il a ainsi donné des instructions pour l'élaboration de plans marketing visant une large distribution des produits GETEX dans toutes les wilayas du pays, afin de renforcer sa présence sur le marché local. « Le défi est de taille, mais il est à la portée de GETEX avec une stratégie adaptée et un engagement collectif », a-t-il conclu.

La présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Ibtissem Hamlaoui, présente lors de cette visite, a également salué les progrès réalisés par GETEX. « Nous avons vu une nette amélioration dans la qualité des produits fabriqués par GETEX, et cela fait une réelle différence, notamment pour nos actions humanitaires », a-t-elle déclaré. Elle a mis en avant la coopération fructueuse entre le CRA et GETEX, soulignant son impact positif dans le cadre des initiatives sociales. « Les produits de GETEX ont contribué à la réussite de nombreuses actions du CRA, en particulier dans les campagnes de soutien aux personnes vulnérables », a ajouté Ibtissem Hamlaoui.

Elle a aussi évoqué des projets futurs qui renforcent encore la collaboration entre les deux entités. « Nous préparons actuellement des campagnes de distribution de vêtements pour les orphelins à l'occasion de l'Aïd el-Fitr, et nous réfléchissons également à un programme de formation pour les femmes au foyer dans les domaines de la couture et du design. L'expertise de GETEX dans ce domaine sera un atout majeur pour offrir des opportunités professionnelles aux femmes de notre pays », a-t-elle expliqué. Elle a salué l'engagement du ministre Sifi Ghrieb, qui a souligné l'importance de valoriser les ressources humaines disponibles à travers ce type de programmes.

Ce partenariat entre GETEX et «Diar Dzair» constitue une avancée majeure pour l'industrie du textile et du cuir en Algérie. En permettant au groupe de s'ouvrir au commerce électronique, cette collaboration ouvre de nouvelles perspectives de croissance et de rayonnement à l'international, renforçant ainsi la compétitivité de l'industrie algérienne sur les marchés mondiaux.

AVEC UN PART DE MARCHÉ DE 38,5% EN 2024

# L'Algérie, premier fournisseur de l'Espagne en gaz naturel

**Par M A.**

En 2024, l'Algérie a consolidé sa position de principal fournisseur de gaz naturel pour l'Espagne, devançant ainsi la Russie. En effet, l'Algérie a fourni 38,5 % des importations totales de gaz en Espagne, soit 131.202 gigawatts-heure (GWh). Parmi ce volume, 105.891 GWhont transité par le gazoduc Medgaz, tandis que 25.311 GWh ont été livrés sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL), selon le site espagnol « Europa Press ».

Cette performance représente une augmentation de 12,8 % par rapport à 2023, soulignant la fiabilité de l'Algérie en tant que partenaire énergétique stratégique pour l'Espagne. Ce rôle, qu'elle avait perdu temporairement en 2022 en raison de la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, est désormais consolidé. De son côté, la Russie, bien qu'elle ait maintenu son approvisionnement stable en 2024 avec 72.360 GWh (soit 21,3 % du total des importations), a été largement distancée par l'Algérie. L'approvisionnement en gaz russe est en grande partie soutenu par des contrats à long terme, notamment via le consortium Yamal LNG, dans lequel des acteurs européens et internationaux détiennent des parts. Parallèlement, les États-Unis, qui avaient surpassé l'Algérie en 2022, occupent désormais la troisième place parmi les fournisseurs de gaz naturel de l'Espagne, avec 56.435 GWh (soit 16,6 % du total). Toutefois, cette quantité marque une baisse d'environ 33 % par rapport à l'année précédente.

Concernant les réserves de gaz en Espagne, les stockages souterrains affichent un taux de remplissage d'environ 80 % début janvier, un niveau supérieur à la moyenne habituelle de cette période de l'année et au-delà de la moyenne européenne. Ce taux élevé témoigne d'une gestion efficace des approvisionnements et de la volonté de l'Espagne de maintenir une certaine autonomie face aux fluctuations du marché énergétique mondial. L'année 2024 marque ainsi un tournant dans la diversification des sources d'approvisionnement en gaz de l'Espagne, avec une forte dépendance vis-à-vis de l'Algérie, tout en maintenant des relations solides avec la Russie et les États-Unis.

Pour rappel, en octobre 2024, l'Algérie a également dépassé la Russie pour devenir le premier fournisseur de gaz naturel de l'Union européenne. Selon les données d'Eurostat, la part de l'Algérie dans les importations européennes a atteint 21,6 %, soutenue par une augmentation de ses exportations, passant de 1,1 milliard d'euros en septembre à 1,3 milliard d'euros en octobre. À l'inverse, la part de la Russie a chuté à 21,2 % en octobre, en raison d'une baisse de ses exportations de 6 %. Les États-Unis, la Norvège et l'Azerbaïdjan suivent respectivement aux troisième, quatrième et cinquième positions. En tout, l'Union européenne a importé pour 6,15 milliards d'euros de gaz en octobre, enregistrant une hausse de 5 % par rapport au mois précédent.

FGAR

# Accompagnement de plus de 380 projets d'une valeur de 58 mds DA en 2024

**Le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) a accompagné 386 entreprises en 2024, en octroyant ses garanties à des projets d'une valeur totale de 58 milliards de dinars (mds DA), a appris l'APS, auprès de cette institution financière. Selon le dernier bilan du FGAR, 386 entreprises ont bénéficié durant l'année 2024 de crédits bancaires totalisant 39 mds DA, accompagnés de garanties financières s'élevant à 16,3 mds DA. Ces projets devraient permettre la création de 8.307 emplois, selon la même source. Par région, le FGAR a accompagné 147 projets implantés dans les wilayas du centre du pays, 118 à travers l'est, alors que 78 projets étaient accompagnés dans l'ouest du pays et 43 dans les wilayas du sud. Concernant la répartition des projets bénéficiaires selon la nature de l'activité, le bilan du FGAR fait état de 178 projets accompagnés dans le secteur industriel, 102 projets dans les services, 56 dans le BTPH et 50 dans l'agriculture et la pêche. Créé en novembre 2002 et opérationnel depuis mars 2004, le FGAR, placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, a pour mission de faciliter l'accès des PME aux crédits bancaires. Il permet également aux banques de partager les risques liés au financement de ces entreprises grâce aux garanties financières fournies. En outre, le FGAR accompagne les PME algériennes dans la structuration financière de projets viables, facilitant ainsi leur lancement et leur développement dans un environnement concurrentiel complexe. Récemment, le FGAR a obtenu l'approbation de l'autorité de tutelle pour élargir les crédits garantis aux crédits d'exploitation, alors qu'auparavant, cette garantie ne concernait que les crédits d'investissement. Ainsi, l'article 188 de la loi de finances de 2025 qui modifie et complète les dispositions de l'article 108 de la loi de finances complémentaire de 2009, stipule que "la garantie délivrée par le FGAR aux banques et aux établissement financiers pour couvrir les crédits qu'ils accordent aux petites et moyennes entreprises, telle que défini dans le décret exécutif n 17-193 du 11 juin 2017, portant réaménagent des statuts du FGAR, est assimilée à la garantie de l'Etat".**

**Par R E.**

MOSTAGANEM

## Projet de réalisation d'une unité logistique de stockage

Les travaux de réalisation d'une unité logistique de stockage (froid) sont en cours dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, samedi, des services de la wilaya. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh a effectué, dernièrement, une visite d'inspection de ce projet, auquel une enveloppe de 1 milliard de dinars a été allouée. Ce projet est confié à l'entreprise publique "Frigomedit", spécialisée dans la production, le stockage, le traitement et la commercialisation de produits frais. M. Boudouh a exhorté l'entreprise chargée de la concrétisation de cette unité, d'une capacité de 30000 mètres cubes, à réduire le délai de réalisation estimé à 12 mois et à veiller à sa livraison avant le 5 juillet prochain, en raison de l'importance commerciale et économique du projet et de sa contribution à la création d'emplois. Le même responsable a affirmé que les autorités locales avaient facilité les démarches administratives pour l'investisseur, dans le cadre de l'opération de levée des obstacles aux projets d'investissement en suspens et du suivi des investissements des entreprises économiques, en lui fournissant les documents nécessaires. Ce projet, en cours de réalisation au quartier "Chahid Djebli Mohamed" dans la commune de Mostaganem, permettra de renforcer les capacités de froid au niveau de la wilaya et d'améliorer les services fournis par cet opérateur public. A noter que cette plateforme logistique sera la plus importante du pays, selon la même source.

ORAN

## Perturbation dans l'alimentation en eau dans la partie-est de la wilaya

Toute la partie est de la wilaya d'Oran connait, à partir de ce samedi, des perturbations dans l'alimentation en eau potable, à cause d'une panne dans la conduite du Mostaganem- Arzew-Oran(MAO), indique un communiqué de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (Seor). Les perturbations touchent les daïras de Bethioua, Gdyel, Bir El Djir et des parties de la ville d'Oran, a-t-on précisé de même source, soulignant que des moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la réparation de cette panne. Le programme habituel de distribution reprendra après la fin des travaux et le remplissage des réservoirs et des conduites, a-t-on rassuré.

MÉDÉA

# «Halwat laâneb» produit phare des fêtes de Yennayer

*Des artisans confiseurs, au nombre réduit, continuent, malgré les bouleversements enregistrés au plan des habitudes culinaires et la concurrence féroce des produits industriels, à fabriquer " Halwat Laânab", une confiserie à base de jus de raisin concentré, selon un savoir-faire et des techniques ancestrales qui n'ont changé d'un iota.*

Rencontré au musée public des arts et des traditions populaires de Médéa à l'occasion de la célébration du Nouvel An Amazigh, Hamza Ould Khaoua, jeune fabricant de cette confiserie en forme de boudin et d'autres produits à base de raisins (Rob ou mélasse, vinaigre), est le descendant d'une grande famille médéenne dont le nom a toujours été associé à ce produit de l'art culinaire de l'ancienne capitale du Titteri. Le jeune Hamza, et avant lui toute une génération d'artisans confiseurs appartenant à cette famille, s'emploie à perpétuer cette tradition et un savoir-faire transmis de génération en génération, depuis plus d'un siècle. La célébration de Yennayer est une opportunité pour cet artisan de faire connaitre la gamme de produits fabriqués à base de raisin et les techniques utilisées pour les obtenir, en animant un petit atelier reproduisant les différentes étapes de fabrication, au grand bonheur des nombreux invités présents sur place. Outre le gout succulent du raisin et son apport énergétique pour le corps, " Halwat Laânab " a de multiples vertus grâce aux nombreuses vitamines contenues dans le produit de base, note le jeune Hamza qui souligne aussi son effet sur l'amélioration de l'humeur du consommateur. Le boudin de raisin est le résultat d'un long processus de fabrication qui commence avec la préparation de fils d'amandes qui vont servir de support pour une sorte de mélasse composée de jus de raisin et de semoule, bouillis à petit feu. Les fils d'amandes sont trempés plusieurs fois dans cette "bouillie" pendant plus d'une semaine, avant l'obtention de la forme finale, le boudin, a expliqué le jeune Hamza Ould Khaoua. Le " Rob " est fait également de raisins. Les fruits, une fois lavés et nettoyés, sont pressés, puis bouillis à petit feu durant des heures jusqu'à devenir un liquide grenat et gélatineux. Une fois refroidi, il est conditionné dans des bouteilles en prévision de sa commercialisation. Autre produit que les Ould Khaoua fabriquent toujours à l'ancienne, le vinaigre de raisin ou de pomme, qui est produit suivant les techniques de travail pratiquées par les anciens artisans installés dans l'ancienne capitale du Titteri,( Médéa). Le boudin de raisin et le " Rob " ne sont pas de simples produits culinaires, mais surtout un trésor et un legs ancestral qui symbolisent toute une culture et un savoir-faire auquel sont restés attachés de nombreux artisans et tentent encore de préserver.

DJANET

## Plusieurs projets de développement en cours de concrétisation de la région de Tadant

**De nombreux projets de développement, tous secteurs confondus, sont en cours de concrétisation dans la région enclavée de Tadant, dans la wilaya de Djanet, a-t-on appris auprès des Services de la wilaya. Parmi ces projets, réalisés dans cette région située à 350 km du chef lieu de la wilaya, figurent la réalisation de deux puits dans les zones de Amamoken Malane et Afjan, équipés d'installations fonctionnant à l'énergie solaire. Ce projet vise à promouvoir l'activité pastorale dans la région, en mettant à disposition des éleveurs des sources d'eau pour l'abreuvement du cheptel. Trois autres puits munis de systèmes de pompage fonctionnant à l'énergie solaire sont également en cours de réalisation pour l'approvisionnement en eau potable (AEP) de 500 habitants de la région. Le secteur de l'éducation dans cette zone reculée a été pour sa part renforcé par un projet de réalisation d'une cantine scolaire au niveau de l'école primaire "Jakal Al-Khout", en plus de la réalisation de logements au profit du personnel éducatif, a-t-on ajouté. Lors d'une récente visite d'inspection des chantiers de ces opérations, le wali de Djanet, Mohamed Moumen, a souligné l'importance du suivi périodique de ces projets, en insistant sur la nécessité de donner la priorité aux zones reculées, notamment en matière d'approvisionnement en eau potable, prestations de santé et établissement éducatifs.**

SAÏDA

## Lancement des travaux de réalisation de la double voie d'un tronçon de la RN 6

Les travaux de réalisation de la double voie d'un tronçon de la route nationale 6 (RN6) reliant les wilayas de Saïda et Mascara ont été lancés, a-t-on appris des services de la wilaya de Saïda. La même source a indiqué que le wali de Saïda, Amoumène Marmouri a supervisé, jeudi dernier, le lancement de ce projet, qui cible une distance de 23 kilomètres depuis le rond-point de la zone de Sidi Aïssa (commune de Sidi Amar) en direction de la commune de Oued Taria relevant de la wilaya de Mascara. Une enveloppe budgétaire de près de 2 milliards de dinars a été allouée, dans le cadre du programme sectoriel des travaux publics, à ce projet pour un délai de réalisation fixé à 24 mois, a-t-on fait savoir. Cette opération s'inscrit dans le cadre des projets du secteur visant à développer le réseau des routes nationales, a-t-on indiqué. La RN 6, qui traverse la wilaya de Saïda sur une distance de 50 km, constitue un axe vital reliant les wilayas de Saïda et Mascara, donnant accès aux wilayas du Sud-ouest du pays. Dans le même contexte, la même source a signalé que le projet de dédoublement de la RN 6, dans son tronçon reliant les wilayas de Saïda et El Bayadh sur une distance de 20 km, "sera bientôt achevé", soulignant que ce projet revêt une importance particulière pour l'élimination des points noirs.

SÉTIF

## Remise de près de 18.000 cartes professionnelles numériques à des agriculteurs en 2024

La chambre de l'agriculture de la wilaya de Sétif a délivré au cours de l'année passée 2024 un total de17.862 cartes professionnelles numériques à des agriculteurs, a indiqué samedi le secrétaire général de cette chambre. Dans une déclaration à l'APS, Hamza Benmekhlouf a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la numérisation du secteur agricole lancée par les pouvoirs supérieurs du pays, affirmant que ces 17.862 cartes délivrées ont été accompagnées de l'établissement d'autant de fiches de données sur les exploitations agricoles des diverses filières agricoles. L'opération permet de saisir toutes les informations personnelles et techniques concernant les agriculteurs sur le portail électronique de la chambre nationale de l'agriculture "Ghorfati" et facilite ainsi leur accès aux divers avantages agricoles, dont le soutien et les crédits agricoles, a ajouté la même source. Elle permet également d'identifier les potentialités de chaque région et de chaque wilaya et de tracer des programmes qui tiennent compte des spécificités de chaque région, a souligné M. Benmekhlouf. L'opération de mise à jour des cartes professionnelles des agriculteurs de la wilaya, a-t-il encore ajouté, emprunte depuis début janvier courant une courbe ascendante permettant à ce jour la délivrance de 1.370 cartes et l'opération se poursuit.

# Croyances, force et pertinence

*La croyance dans une croissance permanente relève des croyances de la civilisation thermo-industrielle. Il est très difficile de se défaire des habitudes qui lui sont associées. On peut soutenir que seuls des chocs extérieurs répétés affectant sérieusement leur reproduction peuvent les faire perdre.*

1ère partie

**PAR DERGUINI Arezki (*)**

L'humanité ne peut envisager d'entrer volontairement en décroissance. Elle ne veut pas voir qu'elle y est déjà au moment même où le désir de croissance est général. Dans une compétition globalisée, elle s'engage dans une concentration des ressources mondiales. Elle a pris goût à la multiplication de ses esclaves mécaniques. Dans les esprits, nous sommes encore loin d'envisager une nécessaire substitution du capital par le travail. Plutôt que de célébrer la supériorité des machines, il faut mettre en avant leur avantage principal, c'est-à-dire l'amélioration et l'élargissement des capacités humaines, plaide, dans une tribune l'économiste Daron Acemoglu[1]. Les ressorts guerriers de la civilisation occidentale se tendent, malgré le pouvoir non productif, destructeur de ses guerres. Le concept de société globale n'a pas encore émergé alors qu'un temps du monde [2]a gagné toute la planète. La compétition mondiale a débordé le cadre du système interétatique, elle n'est plus simplement internationale, elle a gagné les sociétés.

### De la nature bienfaisante à la nature malfaisante

Le mythe d'une humanité maîtresse de son destin, plus précisément d'une humanité occidentale maîtresse du monde, s'effrite. Elle commence à s'interroger sur les mérites qu'elle s'est attribués. La civilisation thermo-industrielle a multiplié les esclaves mécaniques, libérant une partie de l'humanité de l'esclavage de la nécessité. Mais le rapport du maître et de l'esclave est comme en train de s'inverser et la bénédiction de la richesse naturelle de se retourner en malédiction. Le travail de la nature reprend ses droits sur le travail humain et replonge dans l'esclavage une partie de l'humanité. Après avoir permis une multiplication considérable de l'humanité, voilà la nature qui retient ses dons et avance ses dommages. Elle interpelle l'humanité et la défie : « tu as trop longtemps compté sur mes dons sans me les reconnaitre, c'est maintenant que tu dois prouver que tu peux compter sur toi-même ! ». D'avoir voulu pouvoir substituer complètement du travail mort au travail vivant, le capitalisme a détruit le substrat naturel du travail humain et le rapport du travail humain au travail de la nature n'étant plus complémentaire, leur cours est en train de s'inverser. Et par les guerres, s'accélère la transformation. C'est désormais au travail humain de s'adapter au travail de la nature qui de bienfaisant se fait malfaisant.

La partie la plus compétitive de l'humanité continuera de se battre pour la croissance, cela sera à qui perdra le moins, accélérant par-là la concentration des richesses et l'avènement de chocs mondiaux entre humains d'une part et entre humains et non-humains d'autre part. Mais elle devra faire face aux tsunamis qu'elle a occasionnés. Tsunamis sociaux et naturels. C'est à de tels chocs, que l'humanité a provoqués et ne veut pas éviter, que les populations doivent se préparer. Les populations les plus démunies qui resteront attachées à la course pour la croissance ne feront qu'accroitre leur dénuement. Elles iront se briser sur les remparts des riches sociétés. Le cri des populations qui n'ont rien provoqué, mais subissent les conséquences de ce qui a été provoqué, n'est pas audible auprès des populations responsables. Les premières à avoir été touchées par les crises mondiales peuvent être les premières à en sortir. C'est là que le nouveau paradigme du développement peut prendre souche, si le monde y consent. Car c'est par la bande que le monde change. Alors que dans le même temps, l'écart entre justice internationale et droit du plus fort continuera de se creuser avant que dans un horizon lointain le monde ne trouve un nouvel équilibre pour se stabiliser.

### Rapports de production et forces productives

Il y a dans la distinction entre les rapports de production et les forces productives, une affaire qui est de l'ordre du rapport de deux contraires : la force à l'état de repos et la force en action, la force sédimentée et la force vivante, le statique et le dynamique, le travail mort et le travail vivant. Cette opposition peut être prise de manière non dichotomique : la force est dans le rapport et le rapport est dans la force. Tout dépend de leur complémentarité. Quand le statique l'emporte sur le dynamique, on a un état différent du rapport de celui où le dynamique l'emporte sur le statique. Tout processus de structuration met en œuvre ces deux moments. Dans le premier état, on tend comme à la stabilisation de rapports, à la formation d'une structure, dans le second comme à une remise en mouvement des rapports, la déformation d'une ancienne structure et la genèse d'une nouvelle. Bref, les rapports, rapports de forces, se stabilisent, se fixent, changent et évoluent. Quand les deux moments se complètent, se substituent et alternent, le processus de structuration qui évolue reste cohérent. Quand ils se substituent l'un à l'autre sans se compléter, s'excluent, le processus de structuration se polarise, ses moments ne peuvent alterner, il a de plus en plus de difficultés à se reproduire, il stagne puis se défait. Nous sommes dans une phase mondiale où le statique entrave le dynamique après que les rapports capitalistes d'appropriation et de propriété aient gagné l'ensemble des forces productives : les rapports de production, rapports de propriété concentrés, étouffent le processus de développement des forces productives, ils ont appauvri la biosphère et le travail humain. La destruction créatrice de Schumpeter devient destruction sans création, il faut redonner à la nature et à l'humain après leur avoir longtemps pris sans leur rendre, leur place dans la dynamique d'accumulation pour redynamiser le processus de création. Dans la civilisation thermo-industrielle, la force productive principale n'est pas celle que l'on croyait, elle est celle que les économistes ont exclue de leur fonction de production.

Avec la civilisation thermo-industrielle et la production de masse, la logique d'accumulation a substitué de manière constante du capital au travail (du travail mort au travail vivant), de l'énergie non humaine à l'énergie humaine. La division coloniale du monde et l'énergie fossile ont permis à cette logique de prendre son essor, elle accumule dans les métropoles en s'appropriant matières et énergies dans les colonies. La croyance en la croissance se substitue à la croyance dans les miracles. On en vient à confondre la croissance de la production avec celle de la croissance cumulative du savoir. Avec la décolonisation s'amorce un processus d'extension de cette logique aux anciennes colonies. L'occidentalisation du monde s'approfondit et la croyance en la croissance se généralise. Mais voilà qu'avec la globalisation, les centres d'accumulation se déplacent, l'ancienne division coloniale et postcoloniale du travail est mise en échec par les pays émergents. Les anciennes puissances industrielles se sont désindustrialisées pour faire du reste du monde surpeuplé leur atelier de fabrication (Chine) ou leur main-d'œuvre pour les services attachés aux personnes (Afrique et Amérique latine) et se réserver les services aux entreprises. Mais voilà que les pays émergents ne se contentent pas d'être les ateliers des superpuissances. Ils innovent. Pour se réindustrialiser et relocaliser, les anciennes puissances doivent automatiser davantage leur industrie. L'Europe découvre la dépendance de sa consommation à la production mondiale (matières premières, énergies et produits manufacturés), la souveraineté économique et la décarbonation de l'économie deviennent des sujets de préoccupation.

Mais que peut l'Europe face à une Chine et des USA agressifs ? La Chine a besoin de matières premières dont ne dispose pas l'Europe et les USA ne veulent pas d'une Europe complémentaire qui comprendrait la Russie (puissance militaire et riches en matières premières), l'Allemagne et l'Italie (puissances industrielles). Trump, le nouveau président des USA, souhaitera-t-il rendre la Russie à l'Europe pour la séparer de la Chine ? La question n'est pas posée, l'heure n'est pas favorable. Chine et USA ne désirent probablement pas d'une Europe forte et d'un monde tripolaire pacifié qu'ils considèrent invraisemblable. Les USA ne veulent pas renoncer à la suprématie, s'ils estiment qu'en divisant et appauvrissant l'Europe ils seront capables de faire face à la Chine, ils la diviseront. Les Chinois croient en la supériorité de leur civilisation, ils ne conquièrent pas le reste du monde par la force, mais par l'exemple. Ils usent de la force pour se défendre des barbares.

Le slogan rebattu selon lequel Trump est imprévisible cache un aveuglement. Trump peut mentir et bluffer le monde, mais pas le cours des choses. Certaines choses sont possibles, d'autres non. Il tiendra certainement à réussir - on lui reconnait un pragmatisme, il saura donc reconnaitre les sanctions du cours des choses. Il n'utilisera pas le levier militaire s'il le trouve coûteux et probablement enrichissant pour des entreprises qui ne le méritent pas, mais il utilisera les différents leviers de puissance à sa disposition, le dollar, arme à double tranchant, ou les sanctions économiques. Encore que la menace militaire russe ait permis aux USA de forcer la soumission allemande, d'approfondir la division européenne. Les USA ont soutenu le développement des pays émergents, mais pour obtenir le contraire de ce qu'ils souhaitaient : l'émergence d'un rival et une stagnation du pouvoir d'achat plutôt que son accroissement. Aussi croient-ils pouvoir se retourner contre ce qui a été fait. Ils ne feront qu'aggraver le sort du pouvoir d'achat américain, s'ils ne s'approprient pas de nouvelles ressources. La suprématie a un coût. N'ont-ils pas aidé l'Europe à se reconstruire, puis à priver l'Europe du gaz russe ? Les conséquences de la Seconde Guerre mondiale continuent de peser sur l'Europe. Jusqu'à quand ? Là est la question. Car la Russie fait partie de l'Occident, tout comme d'autres pays d'Europe (Portugal, Espagne, France, Angleterre), elle a eu ses guerres européennes et ses empires (tsariste, socialiste), son heure de gloire et ses défaites. Mais depuis que le centre de gravité du monde a quitté l'Europe pour l'Atlantique et maintenant le Pacifique, les pays européens s'écharpent pour construire un nouvel empire, quel leader l'Allemagne, la France, la Russie ou l'Angleterre ? Pour ne pas être satellisés, ils ont construit un marché commun qui reste largement segmenté sur bien des points cruciaux (marché des capitaux, de la défense).

### Compétition généralisée, changement par les marges

Cette logique d'accumulation qui sépare l'énergie sociale et le savoir-faire du travail social vivant, leur substitue travail mort et énergie fossile, était soutenue par la croyance dans la croissance comme un procès sans fin. Mais voilà que la croissance du travail mort multiplie et bute des « populations inutiles » qui déracinées, bousculent les séparations ; voilà qu'elle bute sur des limites naturelles : matières et énergies n'abondent plus ; qui outrepassées, réagissent : populations, matières et énergies sont malfaisantes. Voilà qu'elle ne délivre plus ses fruits habituels : le sentiment de bien-être décroit, la création nette d'emplois est négative et les inégalités croissent. Elle génère au contraire des effets sociaux et naturels négatifs (« externalités négatives »).

La production mondiale ne cessera pourtant pas de s'accroitre si poussée par des besoins humains fondamentaux non satisfaits, elle persiste dans la même distribution. Une partie de l'humanité (8,5 %) vit sous le seuil de la pauvreté et la même proportion du revenu mondial (8.5 %) est partagée par la moitié de l'humanité alors que 10 % des plus riches s'en partagent la moitié (52 %). Tout le monde veut être riche, s'efforce de ne pas être pauvre. Jusqu'à quand tiendra cette course à la richesse, à la croissance ? Une guerre pointe entre riches et pauvres sous l'insoutenable répartition des richesses et des besoins. Les riches atomiseront les pauvres pour les pulvériser s'ils peuvent continuer à les diviser. Mais face à un tel nombre de pauvres, comment cela se faire se peut ?

***(A suivre)***

BANQUE CENTRALE DU QATAR

## Les réserves de change augmentent de 3,69 % en décembre

**Les réserves internationales et les liquidités en devises étrangères de la Banque centrale du Qatar ont enregistré une hausse de 3,69 % en décembre 2024, atteignant 255,003 milliards QAR, contre 245,928 milliards QAR au même mois de 2023.**

**Selon de nouvelles données publiées par la Banque centrale du Qatar, ses réserves officielles ont augmenté d'environ 8,907 milliards QAR à la fin de décembre dernier, atteignant 195,976 milliards QAR, malgré une baisse des soldes des obligations étrangères et des bons du Trésor d'environ 6,562 milliards QAR, pour s'établir à 127,092 milliards QAR en décembre 2024.**

**Les réserves officielles comprennent des obligations étrangères, des bons du Trésor, des soldes en espèces dans les banques étrangères, des avoirs en or, ainsi que des dépôts en droits de tirage spéciaux et la part du Qatar dans le Fonds monétaire international.**

**En complément des réserves officielles, des liquidités supplémentaires sous forme de dépôts en devises sont incluses, formant ainsi les réserves internationales totales.**

**Le stock d'or a progressé d'environ 9,428 milliards QAR à la fin de décembre dernier, atteignant 33,800 milliards QAR par rapport à décembre 2023.**

**De même, les soldes dans les banques étrangères ont augmenté d'environ 6,218 milliards QAR, atteignant 30,003 milliards QAR à la fin de décembre 2024, comparé à décembre 2023.**

**En revanche, le solde des dépôts en droits de tirage spéciaux de la part du Qatar dans le Fonds monétaire international a reculé de 177 millions QAR à la fin de décembre dernier, atteignant 5,050 milliards QAR par rapport au mois de décembre 2023.**

ARABIE SAOUDITE

# Les dépenses dans l'éducation débutent en 2025 avec une hausse de 25 %

*Les dépenses des parents d'enfants scolarisés en Arabie saoudite ont stimulé les transactions par carte dans le Royaume, qui ont atteint 207,3 millions de SR (55,2 millions de dollars) entre le 29 décembre et le 4 janvier, soit une augmentation de 25,8 % par rapport à la semaine précédente.*

Cette hausse intervient alors que les étudiants se préparent à retourner à l'école après les vacances de la mi-année, qui se terminent le 12 janvier.

Selon le bulletin hebdomadaire des transactions dans les points de vente, ce secteur a enregistré la plus forte variation positive au cours de la période considérée. Il a également connu une croissance en termes de nombre de transactions, augmentant de 0,6% pour atteindre 131 000.

Dans l'ensemble, les dépenses des points de vente en Arabie saoudite ont enregistré une hausse hebdomadaire de 9,2 %, atteignant 15,1 milliards de SR, contre 13,8 milliards la semaine précédente.

Les chiffres de la banque centrale du Royaume montrent que le secteur de l'hôtellerie a connu la deuxième plus grande augmentation, avec 15,1 % pour atteindre 400,6 millions de SR.

Les transactions sur les bijoux ont enregistré une hausse de 12,8 % pour atteindre 355,4 millions de SR, tandis que les dépenses consacrées à la construction et aux matériaux de construction ont augmenté de 3,9 % pour atteindre 399,9 millions de SR. De même, les dépenses pour la nourriture et les boissons ont augmenté de 3,9 % pour atteindre 2,16 milliards de SR, ce qui représente la part la plus importante de la valeur totale des points de vente.

Les dépenses dans les restaurants et les cafés ont augmenté de 10,1 % pour atteindre 2,13 milliards de SR.

Les dépenses en biens et services divers ont représenté la troisième plus grande part de la valeur des points de vente, avec une augmentation de 12,3 pour cent, atteignant 1,8 milliard de SR.

Le secteur de l'électronique gazière a enregistré la plus faible augmentation (2,8 %), avec des paiements totaux atteignant 176 millions de SR.

Les dépenses de transport ont augmenté de 6,5 % pour atteindre 140 millions de SR, tandis que les dépenses pour les services publics ont bondi de 7,3 % pour atteindre 57,5 millions de SR.

Sur le plan géographique, Riyad a dominé les ventes aux points de vente, représentant environ 33,8 % du total, avec des dépenses dans la capitale atteignant 5,1 milliards de SR, soit une baisse de 7 % par rapport à la semaine précédente.

Jeddah a suivi avec une hausse de 13,1 %, pour atteindre 2,1 milliards de SR, et Dammam est arrivé en troisième position avec 755 millions de SR, soit une hausse de 8,5 %.

Buraidah a connu la plus forte hausse des dépenses, avec une augmentation de 13,5 % pour atteindre 358,7 millions de SR.

Tabuk et Abha ont enregistré des augmentations de 5,5 % et 9,4 %, atteignant respectivement 285,3 millions et 170,5 millions de SR.

La Mecque et Djeddah ont connu les augmentations les plus fortes en termes de nombre de transactions, avec des hausses respectives de 11 % et 8,5 %, pour atteindre 9,6 millions et 27,4 millions de transactions.

MAURITANIE

# Accord de financement avec Challenge Corporation

Le ministre de l'Economie et des Finances signe un accord de financement avec le président du Millennium Challenge Corporation

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Sid'AhmedOuldBouh, a signé, mardi, à Washington, aux Etats-Unis d'Amérique, le premier accord de financement entre notre pays et le Millennium Challenge Corporation (MCC) paraphé avec sa présidente-directrice générale, Mme. Alice Albright.

L'accord porte sur un financement sous forme de don dans le cadre de la composante Threshold Programme d'un montant de 27 millions de dollars US pour les réformes dans le secteur de l'énergie (gouvernance, gestion des réseaux et infrastructures), l'appui aux capacités de l'autorité de régulation, l'appui à l'approche résilience dans les projets de développement et le financement de la dimension environnementale, des affaires sociales et du secteur privé.

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, le ministre a remercié la Millennium Challenge Corporation (MCC) et a salué l'excellence des relations entre la République Islamique de Mauritanie et les Etats-Unis d'Amérique.

Il s'est également dit convaincu que les équipes techniques mauritaniennes et celles de la MCC poursuivront leurs efforts pour accélérer la prochaine phase de l'accord de coopération et de partenariat, qui s'élèvera à 500 millions de dollars sous forme de subventions pour des projets de développement structurel.

Le ministre a souligné les réformes importantes mises en œuvre par le gouvernement mauritanien depuis la réélection de S.E. le Président Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani pour un second mandat, notamment dans le domaine de la démocratie, de la gouvernance et de la haute qualité de la base juridique, où le système des droits de l'homme s'est développé et où les partis politiques opèrent sans problème.

Il a également salué les réformes économiques et sociales qui ont eu un impact significatif sur l'amélioration de l'accès des citoyens à des services de qualité.

Pour sa part, la Présidente de la Fondation Alliance du Millénaire a salué les efforts du gouvernement mauritanien pour le développement économique et social du pays.

Elle a réitéré la disponibilité des Etats-Unis d'Amérique et de leur Fondation à continuer à soutenir les efforts du gouvernement et à accompagner les réformes fondamentales en cours.

Elle a remercié le personnel technique des deux parties pour leurs efforts qui ont permis d'atteindre ce moment important dans le processus de coopération et de partenariat.

TUNISIE

# La banque centrale maintient son taux directeur à 8%

Le conseil d'administration de la banque centrale de Tunisie a décidé de maintenir inchangé à 8 % son taux directeur et de continuer à poursuivre une politique monétaire prudente. Le conseil estime que sur le plan international, l'année 2024 a été marquée par un grand progrès des banques centrales dont l'accomplissement de leur mission principal de stabiliser les prix.

La Banque centrale de Tunisie (BCT) a décidé de maintenir inchangé à 8% son taux directeur et de continuer à poursuivre une politique monétaire prudente. Un communiqué publié sur le site officiel de la BCT à l'issue de la réunion tenue samedi 28 décembre 2024 de son conseil d'administration révèle l'information.

Sur le plan financier, la banque centrale à deux principaux risques, le premier risque c'est de contenir une inflation qui va passer probablement à 6,7 ou au pire à 7 % et un taux directeur doit être légèrement au-dessus de l'inflation pour qu'il y ait une marge au niveau des épargnants, mais aussi en contenant les fluctuations du commerce international dû à plusieurs incertitudes. L'inflation se rapproche désormais des objectifs fixés dans la majorité des pays. Cependant, la persistance de l'inflation sous-jacente freine encore les assouplissements monétaires. De nombreuses banques centrales optent pour une approche prudente concernant les ajustements des taux directeurs, afin d'assurer une dissipation des tensions inflationnistes et une convergence durable vers les cibles. Le fait de maintenir le taux à ce niveau là, montre qu'en fait il y a une amélioration légère des indicateurs et que c'est une manière de réguler notamment l'inflation. Et c'est vrai que tous les tunisiens le constatent, il y a moins de flambées de prix. Donc les tunisiens voient ce les prix dans leur achat quotidien, et de ce point de vue, ça montre en fait qu'il y a une certaine maîtrise des indicateurs.

Selon les experts, l'apaisement des tensions inflationnistes et l'assouplissement monétaire, dans les principales économies, devraient soutenir la croissance économique, qui fait preuve de résilience, en dépit d'un contexte international marqué par une multitude de risques et entouré d'incertitudes.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

# Moody's prévoit une hausse de la croissance à 4,2% en 2025

*La baisse des pressions inflationnistes et l'assouplissement des conditions financières devraient réduire progressivement les coûts de financement dans la région, mais des risques politiques et climatiques pourraient peser sur les perspectives économiques de la région.*

L'Afrique subsaharienne devrait enregistrer une croissance économique de 4,2% en 2025 contre une estimation de 3,8% en 2024, a estimé l'agence de notation financière Moody's Ratings dans un rapport publié le mercredi 8 janvier 2025. Intitulé « Sovereign – Sub-SaharanAfrica: 2025 outlook stable as financing conditions improve; but debtcostsstill high », le rapport précise que la croissance économique moyenne de la région devrait être plus élevée que celle enregistrée au cours de la dernière décennie, qui a été marquée par plusieurs chocs endogènes et exogènes tels que la chute des prix des matières premières durant la période 2014-2016, la pandémie de covid-19 et l'envolée de l'inflation consécutive au déclenchement du conflit russo-ukrainien.

La hausse prévue de la croissance durant l'année en cours devrait notamment découler de l'assouplissement des conditions financières, des investissements accrus dans les infrastructures et le secteur de l'énergie, de l'accélération du rythme des réformes économiques et de l'expansion du secteur des services.

Les analystes de Moody's notent que le recul de l'inflation et la baisse des taux directeurs opérés par les principales banques centrales mondiales soutiendront une tendance générale à l'assouplissement de la politique monétaire dans la région, ce qui permettrait une réduction progressive des coûts de financement. Toutefois, ces coûts devraient rester plus élevés qu'au cours de la période précédant la covid-19. Ainsi, les contraintes liées à la disponibilité des financements persisteront pour un certain nombre d'Etats, tandis que les besoins élevés en financements nécessaires au service de la dette extérieure par rapport aux réserves de change utilisables constitueront une autre source de risque souverain. Une appréciation soutenue du dollar en 2025 pourrait également augmenter le coût du service de la dette en devises étrangères.

L'agence américaine a en outre fait remarquer que l'Afrique du Sud et le Nigeria, les deux plus grandes économies de la région, continueront à mettre en œuvre des réformes économiques qui renforceront leur solvabilité et leurs perspectives de croissance. « Pour l'Afrique du Sud, les améliorations seront graduelles, malgré une diminution significative des coupures d'électricité et des délestages, tandis que le Nigeria devrait poursuivre ses efforts pour établir un marché de change plus performant », a-t-elle souligné.

La croissance économique en Angola et en République du Congo devrait aussi se renforcer en 2025, grâce notamment à l'exploitation de nouveaux projets pétroliers et gaziers qui compenseront la baisse de la production des gisements vieillissants.

Moody's s'attend par ailleurs à ce que les flux d'investissements directs étrangers restent importants vers les pays produisant des matières premières nécessaires à la transition énergétique, comme la République démocratique du Congo et la Namibie.

Des risques climatiques pèseront cependant sur les perspectives économiques de certains pays tels que la persistance de la sécheresse qui a perturbé la production hydroélectrique et minière en Zambie, annulant les bénéfices de la hausse des prix du cuivre.

Des risques politiques pourraient également compromettre la stabilité dans d'autres pays comme la Côte d'Ivoire, qui organisera en octobre 2025 des élections au cours desquelles le président Alassane Ouattara pourrait briguer un quatrième mandat controversé, et le Mozambique, où l'opposition continue à contester la victoire du candidat du parti au pouvoir lors de la présidentielle du 9 octobre 2024.

SUR LE MARCHÉ DES TITRES DE LA BEAC EN 2025

## Le Tchad compte lever 628 millions $

Cette somme représente environ 16% du budget national pour l'année en cours, adopté à 2420,8 milliards FCFA, afin de financer l'économie du pays.

En 2025, le Tchad envisage de mobiliser 400 milliards FCFA (soit 628 millions de dollars) sur le marché des titres publics de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), la Banque centrale des six pays de la Cemac.

Selon le calendrier indicatif des titres publics pour 2025, publié par cette institution financière, la mobilisation des fonds se fera à travers deux instruments que sont : les bons du trésor assimilables (BTA) de 3, 6 et 12 mois, et les obligations du trésor assimilables (OTA) de 2, 3, 4 et 5 ans. Ainsi, 135 milliards FCFA seront levés sous forme de BTA, et 265 milliards FCFA sous forme d'OTA.

De manière détaillée, 75 milliards FCFA seront levés au premier trimestre 2025, 95 milliards FCFA au second trimestre et 115 milliards FCFA au cours des deux derniers trimestres.

Ces opérations se dérouleront dans un contexte où le Tchad, comme les autres pays de la zone Cemac, rencontre des difficultés pour mobiliser des fonds sur le marché de la BEAC, en raison notamment du resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale et de l'introduction par la COBAC d'une pondération sur les prêts accordés aux Etats, incitant ainsi les banques à diversifier leurs portefeuilles.

Pour les titres du Tchad, un taux de pondération des risques de 90% est appliqué, ce qui réduit la capacité de cet Etat à se financer via le système bancaire. Cependant, le Tchad a un besoin urgent de fonds pour financer, entre autres, son budget 2025 qui affiche un solde global de 97 milliards FCFA. Un montant qui reste tout de même insuffisant pour répondre aux besoins de financement de l'Etat qui affiche un déficit budgétaire de 1,1% après un budget presque à l'équilibre en 2024. Néanmoins, selon la Banque africaine de développement (BAD), les perspectives économiques restent favorables, avec une croissance attendue de 5,3% en 2025, soutenue par le dynamisme du secteur pétrolier.

MADAGASCAR

# Antananarivo veut augmenter la superficie consacrée au riz de 100 000 hectares en 2025

Troisième producteur africain de riz, derrière le Nigeria et l'Égypte, Madagascar poursuit sa quête d'autosuffisance dans la céréale. Pour la campagne agricole 2024/2025, le gouvernement redouble d'efforts pour dynamiser la filière. En 2025, Madagascar ambitionne de cultiver 100 000 hectares supplémentaires de riz. C'est ce qui ressort du Conseil des ministres qui s'est tenu le mercredi 8 janvier.

D'après le ministère de l'Agriculture, cette initiative vise notamment à augmenter la production de riz paddy de 25 %, soit 1 million de tonnes de plus que la récolte de la campagne précédente. Cette prévision, si elle se réalise, permettra à la filière rizicole malgache d'accroître sa production de riz usiné qui s'était établie à 3,2 millions de tonnes en 2023/2024, d'après les données de la FAO, représentant environ 86 % des besoins nationaux estimés à 3,7 millions de tonnes.

« Le ministère prévoit de porter la productivité rizicole à 7-10 tonnes par hectare pour améliorer les revenus des agriculteurs à travers plusieurs mesures, dont le renforcement des formations et de l'encadrement des paysans et le soutien à l'agrobusiness à travers des partenariats public-privé et des investissements internationaux », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des ministres.

Les autorités misent également sur le développement de la culture de riz hybride capable d'offrir un rendement de 8,5 tonnes par hectare, soit un niveau 3 fois supérieur à celui des variétés traditionnelles (2,45 à 2,7 tonnes par hectare).

Selon les informations relayées par le média local 2424.mg le 9 janvier, citant Tahian'nyAvoRazanamahefa, secrétaire d'État chargé de la souveraineté alimentaire, la Grande Île prévoit de cultiver le riz hybride sur 22 000 hectares répartis à travers 12 régions du pays cette année.

Il faut rappeler que le gouvernement a annoncé en octobre dernier son intention de consacrer 122,7 millions $ à l'achat de semences de riz hybride au profit des agriculteurs, dans le cadre de son projet de loi de finances de 2025.

CAMEROUN

# Accord d'amodiation pour le projet offshore Thali de Tower Resources

Fin octobre, la compagnie pétrolière Tower Resources a annoncé avoir reçu d'un investisseur dont l'identité n'a pas été révélée, une offre de financement concernant son projet pétrolier Thali, situé au large des côtes du Cameroun.

L'entreprise pétrolière britannique Tower Resources a officialisé vendredi 10 janvier, la conclusion d'un contrat d'amodiation avec sa compatriote Prime Global Energies Limited concernant son actif pétrolier Thali, localisé dans l'offshore du Cameroun.

Selon les termes de l'accord, Prime Global acquiert 42,5 % de participation non exploitée dans la licence de Thali, en échange d'un paiement à Tower de 15 millions $ couvrant le programme opérationnel sur le site, en l'occurrence le forage du puits NJOM-3 prévu pour 2025.

Le deal implique également le versement à Tower d'un montant 4 375 000 $ dont une avance de 937 500 $ immédiatement exigible et 3 437 500 $ une fois la transaction soumise aux approbations réglementaires.

S'exprimant sur cette entente dont les pourparlers durent depuis plusieurs semaines, Jeremy Asher (photo), le président-directeur général de Tower Resources, pense que « le financement fourni devrait permettre à Tower de forer le puits d'engagement NJOM-3 qui marquera une étape importante pour la société ».

Avec les « importantes ressources techniques et financières et le palmarès de réussite opérationnelle » que lui offre Prime Global, Tower Resources espère également accélérer ses opérations d'exploration pétrolière en Namibie, notamment sur le bloc PEL 96.

Le site a fait l'objet d'un autre contrat d'amodiation entre les deux sociétés qui, d'après Asher, devrait à terme permettre à Tower Resources de préciser et « mieux comprendre l'énorme potentiel de la licence ».

## BOURSE DE NEW YORK

# Wall Street termine en net retrait, la baisse des taux s'éloigne

*La Bourse de New York a clôturé en forte baisse vendredi, lestée par des chiffres sur l'emploi américain meilleurs qu'attendu, ce qui pourrait retarder le calendrier de baisse de taux de la Banque centrale américaine (Fed).*

Le Dow Jones a reculé de 1,63%, l'indice Nasdaq de 1,63% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 1,54%.
A tout juste dix jours du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les investisseurs ont digéré vendredi les créations d'emplois, qui ont de nouveau accéléré aux États-Unis en décembre, nouveau signe de la solidité de l'économie américaine
Au cours du dernier mois de 2024, 256.000 emplois supplémentaires ont été créés, soit davantage qu'en novembre (212.000 créés).
Le chiffre de novembre a certes été revu à la baisse comparé à l'estimation initiale (227.000 emplois), mais il demeure nettement supérieur aux données d'octobre.
Le taux de chômage a baissé de son côté à 4,1% (-0,1 point) en décembre, selon les données publiées vendredi par le département du Travail.
"Les investisseurs y ont vu un signe supplémentaire que la Fed ralentira les baisses de taux d'intérêt en 2025", a commenté auprès de l'AFP Sam Stovall, de CFRA.
La Fed suit à la loupe les chiffres de l'emploi, car ses missions sont d'assurer à la fois la stabilité des prix et le plein emploi.
Tant que l'emploi reste solide, elle peut continuer à se concentrer sur la lutte contre l'inflation, qui n'est toujours pas revenue au niveau espéré de 2%, son objectif de long terme.
Dans ce contexte, les taux obligataires ont encore augmenté vendredi. En cours de journée, le rendement des emprunts d'Etat américain à dix ans a atteint un plus haut depuis octobre 2023 à 4,80% avant de redescendre à 4,76% vers 21H30 GMT. La veille, à la clôture, il s'était établi à 4,69%.
Sur l'échéance à 30 ans, le seuil des 5% a été dépassé vers 13H45 GMT, avant de retomber à 4,95%.
A la cote, la plupart des secteurs ont terminé en berne.
Le secteur de l'énergie a cependant fini dans le vert, soutenu par "les sanctions supplémentaires que les États-Unis vont imposer à la Russie dans le domaine de l'énergie", assure Sam Stovall.
Les gouvernements américain et britannique ont annoncé vendredi de nouvelles sanctions coordonnées contre le secteur énergétique russe, contre Gazprom Neft et Sourgoutneftegaz, afin de saper "la plus grande source de financement du Kremlin" au service de l'effort de guerre en Ukraine.
Londres a aussi sanctionné ces deux entreprises, "qui produisent à elles seules plus d'un million de barils de pétrole par jour, soit une valeur d'environ 23 milliards de dollars (22,5 milliards d'euros) par an aux prix actuels".
Le secteur des assurances a dégringolé - à l'image d'Allstate (-5,64%) ou de Chubb (-3,35%) - alors que les incendies qui ravagent notamment Pacific Palisades et Malibu, deux zones huppées de Los Angeles, seront les plus coûteux jamais survenus en Californie, estiment des experts.
Les investisseurs ont accueilli positivement l'annonce du rachat de l'américain Constellation Energy (+25,16%) par son compatriote l'énergéticien Calpine) pour créer le plus gros fournisseurs d'énergie renouvelable aux Etats-Unis alors que le développement de l'intelligence artificielle entraîne d'immenses besoins en électricité.
Autre valeur dans le vert, l'enseigne de grands magasins Kohl's a été recherchée (+1,41%) après avoir annoncé vendredi dans un communiqué qu'elle fermerait 27 établissements "sous-performants" d'ici le mois d'avril.
"Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des efforts constants déployés par l'entreprise pour accroître son efficacité et soutenir la prospérité et l'avenir de ses activités", a déclaré le groupe, qui possède plus de 1.100 magasins aux Etats-Unis.
Le géant de la pharmacie Walgreens Boots Alliance a été propulsé (+27,55%) après avoir publié des résultats supérieurs aux attentes des analystes pour le premier trimestre de son exercice décalé, clos au 30 novembre.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

**COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN**
**Cours du : 09 Janvier 2025**
**Valeur : 13 Janvier 2025**

| BASE | DEVISES | | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|---|---|---|---|---|
| 1 | USD | US DOLLAR | 135.9766 | 135.9916 |
| 1 | EUR | EURO | 140.1103 | 140.1529 |
| 1 | GBP | POUND STERLING | 166.5359 | 166.6360 |
| 100 | JPY | JAPANESE YEN | 85.9035 | 85.9238 |
| 1 | CNY | CHINESE YUAN | 18.5456 | 18.5479 |
| 1 | CHF | SWISS FRANC | 148.9338 | 149.0156 |
| 1 | CAD | CANADIAN DOLLAR | 94.4085 | 94.4452 |
| 1 | DKK | DANISH KRONE | 18.7515 | 18.7554 |
| 1 | SEK | SWEDISH KRONA | 12.1642 | 12.1745 |
| 1 | NOK | NORWEGIAN KRONE | 11.8794 | 11.8928 |
| 1 | AED | UAE DIRHAM | 37.0176 | 37.0277 |
| 1 | SAR | SAUDI RIYAL | 36.2218 | 36.2296 |
| 1 | KWD | KUWAITI DINAR | 440.7669 | 441.1015 |
| 1 | TND | TUNISIAN DINAR | 42.0291 | 42.4515 |
| 1 | MAD | MOROCCAN DIRHAM | 13.5284 | 13.5299 |
| 1 | LYD | LIBYAN DINAR | 27.5100 | 27.6507 |
| 1 | MRU | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.4166 | 3.4272 |
| 1 | SDR | SPEC. DRA. RIGHTS | 176.4361 | 176.4361 |

## APRÈS UN EMPLOI AMÉRICAIN ROBUSTE

# La Bourse de Paris en baisse

La Bourse de Paris a terminé en baisse vendredi, dans le sillage de nouvelles tensions record des taux d'emprunt mondiaux, au terme d'une séance mouvementée par la publication de données sur l'emploi américain très solide. L'indice vedette de la Bourse de Paris, le CAC 40, a perdu 0,79% soit 59,24 points à 7.431,04 points. Jeudi, il avait terminé en hausse de 0,51% à 7.490,28 points. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice parisien a progressé de 2,04%.
A l'image des autres places mondiales, la Bourse de Paris a réagi négativement à la publication de chiffres sur l'emploi américain, meilleurs qu'attendu.
Les créations d'emploi se sont accélérées au mois de décembre aux Etats-Unis, entraînant le taux de chômage en légère baisse.
Sur le dernier mois de l'année, 256.000 emplois ont été créés, davantage que le mois précédent dont les chiffres ont en revanche été révisés en légère baisse (212.000 contre 227.000 initialement), ramenant le chômage à 4,1% (-0,1 point), selon les données officielles publiées vendredi.
Ces chiffres sont donc une bonne nouvelle pour l'économie américaine, mais une moins bonne pour les marchés.
De leur point de vue, ce rapport est "peut-être trop positif (...) ce qui alimente la perspective d'une inflation persistante, car le marché du travail est encore solide", avance Patrick O'Hare, de Briefing.com.
"Si cette robustesse se poursuit, cela plaide certainement en faveur d'un maintien des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine à un niveau plus élevé encore un peu plus longtemps que ce qui était prévu il y a quelques mois", prévoit Christian Scherrmann, économiste chez DWS.
Ces données américaines ont soufflé sur les braises d'un marché obligataire déjà très tendu depuis le début de l'année.
Le taux de rendement à 10 ans de l'emprunt français (+3,43% vers 18H20 contre +3,39% la veille) a atteint vendredi son plus haut niveau depuis novembre 2023.
Les hausses des taux longs européens, dans la lignée des taux américains, signifient que les investisseurs se détournent du marché obligataire, pourtant considéré comme sécurisé.
Ce mouvement entraîne ainsi les marchés d'action vers le bas car les investisseurs "ne vont pas se risquer à acheter des actions", encore moins sûres, observe M. Chetouane.

# Un CAC 40 et des marchés ont clôturé dans le rouge

Les marchés actions européens ont clôturé dans le rouge après la publication cet après-midi du rapport sur l'emploi américain en décembre. Meilleur que prévu, celui-ci a été mal accueilli par les investisseurs. Sa publication a en effet provoqué une nouvelle hausse des taux longs aux Etats-Unis. Du côté des marchés parisiens, Airbus a progressé au CAC 40 alors que le géant de l'aéronautique a manqué de peu son objectif de livraison d'avions en 2024. Ubisoft a reculé après son avertissement. Le CAC 40 a perdu 0,79% à 7431,04 points et l'Eurostoxx 50 a cédé 0,80% à 4977,90 points.
En Europe, Sainsbury's s'est replié de 4,29% à 251,90 pence dans la droite ligne d'un secteur de la distribution britannique sous pression sur fond de persistance de l'inflation et d'inquiétudes quant au budget du pays. Hier, Tesco et Marks & Spencer ont aussi été affectés sur le plan boursier malgré de solides performances sur la période de Noël.
Après des ventes robustes sur les trois derniers mois de l'année, Sainsbury's table, pour son exercice 2024-2025, sur un résultat opérationnel courant en ligne avec le consensus, dans le milieu de sa fourchette allant de 1,01 à 1,06 milliard de livres sterling.
A Paris, Airbus (+0,63% à 157,56 euros) a figuré parmi les plus fortes hausses du CAC 40 alors que le géant de l'aéronautique a manqué de peu son objectif de livraison d'avions en 2024 : 766 à 86 clients contre 770 attendus. Le groupe avait abaissé son objectif en juin dernier et tablait auparavant sur 800 livraisons. Selon Invest Securties, "Airbus est parvenu à accroître de 4% ses livraisons sur 1 an (735 en 2023) mais reste encore loin d'atteindre le niveau d'avant COVID (863 appareils). Le groupe a été confronté à un environnement complexe et une désorganisation de sa chaîne d'approvisionnement.
Enregistrant une des plus fortes baisses de l'indice SBF 120, Ubisoft a reculé de 1,58% à 12,13 euros au lendemain de l'avertissement sur ses revenus. L'éditeur de jeux vidéo en difficulté a également annoncé avoir "mandaté des conseils de premier plan pour étudier et poursuivre diverses options stratégiques et capitalistiques transformantes. L'action Ubisoft a perdu près de la moitié de sa valeur au cours de l'année écoulée après avoir accumulé les mauvaises nouvelles dans un contexte difficile pour le secteur: pertes, avertissement, performance décevante de Star Wars Outlaws, décalage de jeux.

### Les chiffres macroéconomiques

En novembre, la production a légèrement augmenté sur un mois dans l'industrie manufacturière (+0,2 %, après 0,1 % en octobre 2024) et dans l'ensemble de l'industrie (+0,2 % après 0,3 %), indique l'Insee ce vendredi.
En novembre, les dépenses de consommation des ménages en biens rebondissent sur un mois (+0,3 % en volume après -0,3 % en octobre 2024 – données révisées), indique l'Insee ce vendredi. Ce rebond s'explique principalement par l'augmentation des achats de biens fabriqués (+0,9 %) et, dans une moindre mesure, par l'augmentation de la consommation alimentaire (+0,3 %). La consommation d'énergie, quant à elle, diminue de nouveau (-0,8 %).
L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est ressorti à 73,2 en janvier contre 74 en décembre. Il était attendu à 74.
Le secteur non-agricole a créé 256 000 emplois au mois de décembre, alors que 164 000 étaient attendus. Il y en avait eu 212 000 en novembre.
Le taux de chômage s'élève à 4,1%, contre 4,2% attendu après 4,2% le mois précédent. Les salaires ont augmenté de 3,9%, à comparer avec un consensus de 4% et une hausse de 4% en novembre.

INCENDIES À LOS ANGELES

# Vers une hausse des primes d'assurance

*Selon les analystes, le montant total des dégâts causés par les incendies en Californie avoisinerait les 50 milliards, le montant le plus coûteux jamais enregistré dans la région. Les compagnies d'assurance qui avaient déserté la région sont incitées à revenir moyennant des hausses de cotisations.*

Les incendies qui ravagent notamment Pacific Palisades et Malibu, deux zones huppées de Los Angeles, seront les plus coûteux jamais survenus en Californie, estiment des experts, qui s'attendent à une hausse des primes dans une région délaissée par de nombreux assureurs.
Les estimations des analystes de JPMorgan sur le montant total des dégâts et des dégâts assurés ont doublé en moins de 24 heures, pour atteindre désormais respectivement 50 et 20 milliards. Et les flammes avançaient toujours sur plusieurs fronts.
Ces niveaux record dépassent déjà largement les incendies Tubbs (2017) et Camp (2018), dont l'estimation des dommages assurés grimpe, selon les sources, jusqu'à 16 milliards.
La valeur des maisons fait toute la différence: à ce stade, plus de 10.000 bâtiments ont été détruits cette semaine, en grande majorité des maisons valant en moyenne trois millions de dollars. Par comparaison, quelque 18.000 bâtiments avaient été détruits dans l'incendie Camp, mais la valeur moyenne des maisons était de 500.000 dollars.

**Pas de risque de non-indemnisation selon les experts**

Selon David Burt, patron-fondateur de la société de conseils DeltaTerra sur les risques financiers liés au changement climatique, la valeur de marché des 15.400 maisons de Pacific Palisades atteint près de 13,50 milliards de dollars. Pour autant, les experts considèrent que les compagnies d'assurance n'auront pas de problème pour indemniser leurs clients.
D'après l'agence de notation Standard and Poor's, les assureurs commencent l'année avec de confortables réserves grâce aux bons résultats financiers engrangés en deux ans et ils ont fortement réduit leur présence dans les régions californiennes très exposées aux risques d'incendies. Ils sont également bien diversifiés.
Même sentiment chez JPMorgan, qui insiste sur le fait qu'à ce stade, ce sont surtout les garanties habitation qui vont être sollicitées puis, dans une moindre mesure, les couvertures pour les entreprises/commerces et automobiles.
"Il y a eu un exode massif des gros acteurs du marché dans cette partie de la Californie", a relevé vendredi Ben Keys, professeur spécialisé dans l'immobilier et la finance à l'Ecole Wharton de l'université de Pennsylvanie, lors d'une conférence. Selon lui, le taux de non-renouvellement des contrats a été "énorme récemment" dans l'État.

**Pour faire revenir les compagnies d'assurance, les hausses de cotisations seront possibles**

Le commissaire aux assurances de Californie, Ricardo Lara, a annoncé dès mercredi une protection, pendant un an, pour les propriétaires des zones touchées et avoisinant ces incendies, contre les non-renouvellements et résiliations de garanties. Ce type de mesure a protégé plus d'un million de contrats en 2024.
L'Etat côtier a mis en place dès 1968 un système public d'assurance, baptisé FAIR, pour les propriétaires ne trouvant plus d'assureur privé.
Ce "pansement devait être temporaire, le temps que les gens passent d'une police d'assurance à l'autre mais il est désormais étendu bien au-delà", a déploré M. Keys, précisant que son exposition était passée de 50 milliards en 2018 à plus de 450 milliards de dollars actuellement. Pour faire revenir les compagnies, M. Lara a aussi engagé une réforme les autorisant à augmenter les cotisations à condition qu'elles n'appliquent aucune exclusion géographique.
"Plus question de faire du picorage" pour sélectionner les meilleurs contrats, a résumé Susan Crawford, spécialiste du climat et de la géopolitique à la Fondation Carnegie pour la paix internationale.
D'après elle, "l'accélération des événements climatiques féroces (...) devrait déclencher une prise de conscience du fait que les choses doivent changer".

AVOIRS GELÉS RUSSES

# Premier versement de l'union européenne de 3 milliards d'euros à l'Ukraine

Les dirigeants du G7 avaient conclu en octobre un accord pour utiliser les intérêts générés par les avoirs souverains russes gelés dans leurs juridictions du fait des sanctions internationales afin de garantir un prêt de 50 milliards de dollars en faveur de l'Ukraine.
L'Union européenne a versé une première tranche de trois milliards d'euros à l'Ukraine dans le cadre d'un prêt financé par les avoirs gelés russes en Europe, a annoncé vendredi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. "Aujourd'hui, nous avons versé trois milliards d'euros à l'Ukraine, le premier paiement de l'UE dans le cadre du prêt décidé par le G7", a indiqué Ursula von der Leyen sur X. Après des mois de discussions, les dirigeants du G7 avaient conclu en octobre un accord pour utiliser les intérêts générés par les avoirs souverains russes gelés dans leurs juridictions du fait des sanctions internationales, afin de garantir un prêt de 50 milliards de dollars en faveur de l'Ukraine. La part de l'UE s'élève à un peu plus de 18 milliards d'euros. Cet argent "donnera à l'Ukraine la capacité financière de continuer à se battre pour sa liberté et pour triompher", a assuré la présidente de la Commission européenne.
Après l'invasion russe de l'Ukraine, l'Union européenne a décidé de geler les avoirs russes, privés et détenus par la banque centrale russe dans l'UE, soit un total d'environ 235 milliards d'euros. Ce n'est toutefois pas la première fois que l'UE mobilise les avoirs gelés russes pour financer son aide à l'Ukraine. En juillet dernier, elle avait versé 1,5 milliard d'euros en utilisant les intérêts générés par ces avoirs, avant que le G7 ne décide ce prêt de 50 milliards de dollars.

140 MILLIARDS DE DOLLARS

# Le coût des catastrophes naturelles exceptionnellement élevé l'an dernier

La facture des pertes économiques s'est quant à elle établie à 320 milliards de dollars, contre 268 milliards en 2023, selon une étude publiée jeudi par Munich Re.
Les catastrophes naturelles ont coûté 140 milliards de dollars aux assureurs en 2024, qui se classe au troisième rang des années les plus coûteuses depuis 1980, dans un monde en proie au dérèglement climatique, rapporte une étude publiée jeudi par Munich Re.
La facture des pertes économiques s'est quant à elle établie à 320 milliards de dollars, contre 268 milliards en 2023, calcule le groupe bavarois.
L'évaluation du groupe allemand est très proche de celle présentée en décembre par SwissRe, l'autre leader mondial de la réassurance qui avait avait annoncé un montant de pertes totales de 310 milliards de dollars.
Ces montants dépassent largement les moyennes ajustées à l'inflation des 10 et 30 dernières années.
Les deux années les plus coûteuses pour le secteur de l'assurance furent 2005, marquée par l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans, et 2017, avec trois ouragans majeurs, Harvey, Irma et Maria, relève Munich Re.

**Troisième année la plus coûteuse depuis 1980**

"La machine météorologique de notre planète passe à la vitesse supérieure", déclare dans l'étude Tobias Grimm, climatologue en chef du groupe. L'année 2024 est attendue comme la plus chaude de l'histoire à l'échelle mondiale.
"La communauté mondiale doit enfin agir et trouver des moyens de renforcer la capacité de résistance des pays particulièrement menacés", observe-t-il, alors que "les habitants des pays qui n'ont pas de protection d'assurance ou de soutien public pour les aider à se relever" paient un tribut particulièrement élevé.
Les cyclones tropicaux à eux seuls ont contribué à des pertes totales de 135 milliards de dollars et à des pertes assurées de 52 milliards de dollars.
En Europe, les inondations à Valence, en Espagne, ont causé des pertes de 11 milliards de dollars, dont 4,2 milliards assurés.
"Une étude d'attribution des inondations en Espagne a montré que le changement climatique a doublé la probabilité de subir de telles précipitations", selon M. Grimm.
En raison de l'eau de mer plus chaude, davantage d'humidité s'évapore, les nuages deviennent plus lourds et déversent plus de pluie. Cela renforce ainsi le risque d'inondation.
La prévention des extrêmes climatiques fonctionne mieux, faisant que plus de vies humaines que jadis sont sauvées.
Le bilan humain des catastrophes naturelles en 2024 reste toutefois lourd, avec environ 11.000 personnes ayant perdu la vie lors de l'une d'elles.

## SYSTÈMES ANTIPOLLUTION AUTOMOBILES

# Attention, leur réparation peut coûter très cher

*Au fil des années, les normes antipollution n'ont cessé de se durcir en Europe. La qualité de l'air a plutôt progressé au passage, mais les catalyseurs, vannes EGR, filtres à particules et autres réservoirs d'AdBlue peuvent coûter une fortune à réparer.*

L'Europe a pris le train des réglementations antipollution avec du retard par rapport à d'autres régions du monde, à commencer par les États-Unis. La première norme Euro pour les véhicules légers n'est née qu'en 1992. Mais, depuis, les textes n'ont cessé de se durcir à un rythme parfois effréné, pour devenir parmi les plus sévères de la planète. La plupart des voitures essence ont désormais un filtre à particules, alors qu'elles continuent généralement à s'en dispenser en Amérique du Nord. Pour les moteurs diesels, ce système s'est généralisé bien plus tôt. Il se complète désormais d'une autre technologie, destinée à réduire les émissions d'oxydes d'azote (NOx) et baptisée "réduction catalytique sélective" (SCR pour selective catalytic reduction). C'est elle qui impose aussi l'AdBlue, cet additif si controversé. Tout ceci a évidemment contribué à augmenter le prix d'achat de nos chères voitures… et la facture peut également se révéler très salée s'il faut réparer ou remplacer l'un de ces auxiliaires antipollution.

### Des catalyseurs toujours onéreux

Le pot catalytique, ou catalyseur, est un peu le pionnier de cette lutte. Il existe aussi bien en essence qu'en diesel et a commencé à être imposé dès les années 1990. Souvent, le prix d'une technologie a tendance à baisser fortement au fil des années. Mais ici, l'addition peut rester encore douloureuse malgré tout. Cet élément de votre ligne d'échappement utilise en effet des métaux précieux, comme le rhodium, le palladium ou le platine, pour convertir les gaz polluants en substances moins toxiques grâce à des réactions chimiques. Son prix est donc partiellement dicté par le cours de ces matériaux, qui a pu avoir tendance à flamber ces dernières années. Les voleurs sont d'ailleurs bien au courant et n'hésitent pas à sortir la disqueuse pour piquer cette pièce à la fois juteuse et assez facile d'accès. Ils privilégient souvent certains modèles plus riches en métaux précieux, comme les hybrides Toyota. Si cela vous arrive, sachez que certains contrats d'assurance peuvent vous rembourser. Dans le cas contraire, la facture chez le constructeur peut aisément dépasser les 1 000 €, voire largement plus selon le modèle. Même topo si un problème venait à vous imposer de changer le catalyseur, sachant qu'une ligne d'échappement peut en comporter plusieurs… et qu'une grosse défaillance de cette pièce peut engendrer d'autres fâcheuses conséquences, allant parfois jusqu'à la casse moteur !

### La vanne EGR fait encore des siennes

Présente sur les diesels comme sur les véhicules essence, la vanne EGR (exhaust gas recirculation) fait aussi souvent parler d'elle. Son rôle est de réinjecter une partie des gaz d'échappement dans les chambres de combustion du moteur. Cela permet de réduire la température de combustion et ainsi de limiter les rejets nocifs d'oxyde d'azote (NOx) dans l'atmosphère. Mais avec le temps, cette vanne peut avoir tendance à s'user et/ou s'encrasser, surtout sur une voiture alimentée au gazole qui fait essentiellement de petits trajets urbains. Même si le prix de cette pièce n'est pas encore trop prohibitif, la facture n'a jamais rien d'agréable. Hors main-d'œuvre, comptez entre 250 et 600 € environ, voire davantage en fonction du modèle de votre véhicule.

### Des filtres à particules qui ont fait couler beaucoup d'encre

Sur les diesels, le filtre à particules, ou FAP, commence à avoir de la bouteille. Il est apparu pour la première fois en série en 2000, sur la Peugeot 607, et est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2011. Mais il équipe aussi la majorité des moteurs essence depuis l'entrée en vigueur de la norme Euro 6C, qui s'est appliquée dès septembre 2017 pour les nouvelles homologations et septembre 2018 pour le reste du marché. Les blocs à injection directe, les plus répandus, peuvent en effet difficilement y échapper, car ils ont tendance à rejeter beaucoup de particules. On a toutefois assez peu de recul sur ces filtres à particules, qui diffèrent de ceux utilisés en diesel et ne semblent pas trop poser de problèmes pour l'instant.
Côté gazole, la situation semble également meilleure qu'il y a quelques années… peut-être parce que ce carburant n'est plus vraiment sous les projecteurs et ne cesse de perdre des parts de marché. Mais cette accalmie pourrait aussi s'expliquer par une utilisation plus adaptée qu'auparavant. Le principal problème posé par le filtre à particules est en effet sa tendance à l'encrassement, aggravée par une conduite essentiellement urbaine. Ce système doit en effet accomplir régulièrement un processus de régénération afin de brûler les particules qu'il capture. Pour cela, il doit atteindre des températures importantes qui ne peuvent être obtenues qu'en roulant suffisamment longtemps à des régimes moteur assez élevés, de préférence sur voie rapide. La présence de moteurs diesel dans certaines citadines, comme la Fiat 500 ou même la Smart Fortwo, a donc parfois fait des ravages. Mais les remplacements de FAP n'ont pas totalement disparu malgré tout, et peuvent encore aisément coûter plus de 1 000 €.

### L'AdBlue, cauchemar des derniers adeptes du diesel

Comme évoqué en préambule, le filtre à particules n'est aujourd'hui plus seul sur les derniers véhicules du marché encore alimenté au gazole. Il est accompagné d'un catalyseur un peu spécial, baptisé SCR et chargé de lutter contre les oxydes d'azote (NOx). Pour cela, l'utilisation d'un liquide, baptisé AdBlue, est nécessaire. Hélas, ce mélange d'urée et d'eau déminéralisée peut avoir tendance à se cristalliser par temps très froid (-10°C) ou très chaud (30-35°C), en particulier en cas d'immobilisation prolongée. Les conséquences sont alors variées. Cela implique souvent le remplacement du réservoir d'AdBlue, qui peut déjà excéder les 1 000 €.
Ce problème semble particulièrement répandu dans les productions de l'ancien groupe PSA (Peugeot, Citroën, DS et Opel), mais une prise en charge est prévue sous certaines conditions. De nouvelles mesures d'indemnisation sont par ailleurs attendues début janvier 2025. Les injecteurs d'AdBlue peuvent également parfois être à changer. Quant au catalyseur SCR lui-même, il n'est pas immortel non plus et son tarif peut excéder 2 000 €.
L'un de nos lecteurs a même eu droit à un devis de plus de 15 000 € chez BMW pour le remplacement de cette pièce, d'un filtre à particules, de la vanne EGR ou encore d'un turbo qui avait été la "victime collatérale" du dysfonctionnement de ces systèmes sur sa 520d xDrive de 2017 avec 135 000 km.

### Quelles sont les solutions pour réduire la facture ?

Pour éviter ce genre de mésaventure, la première chose à faire est donc d'éviter l'achat d'un diesel si vous êtes un "petit rouleur". Plus que jamais, ce type de motorisation a besoin d'effectuer de longs trajets régulièrement et de ne pas trop abuser des courtes distances en ville. Cela évitera un encrassement des systèmes antipollution et limitera les risques de cristallisation de l'Adblue… en plus de vous aider à "rentabiliser" le surcoût à l'achat par rapport à un véhicule essence. Mais il est aussi parfois possible de faire nettoyer la vanne EGR, le filtre à particule ou le catalyseur SCR. Attention, cela ne fonctionne pas toujours, surtout si l'intervention est effectuée trop tardivement.
Même topo pour les produits chargés de "décristalliser" un réservoir d'AdBlue. Le remplacement d'une ou plusieurs pièces est donc parfois nécessaire. Dans ce cas, vous pouvez éventuellement envisager de "limiter" la casse en achetant ces éléments en ligne, voire d'occasion. Attention, cela peut s'accompagner d'une qualité en baisse ou d'une durée de vie réduite, et il ne sera pas toujours évident de trouver un professionnel pour installer ces composants.
Le passage par un garage indépendant ou un centre auto peut également faire sérieusement baisser l'addition. Notre lecteur propriétaire de 520d xDrive s'en est tiré pour "seulement" 8 800 € en utilisant cette solution, soit une facture quasiment divisée par deux – même si elle est restée assez douloureuse pour le pousser à revendre son véhicule. Il a toutefois appris a posteriori qu'il aurait pu éventuellement obtenir une prise en charge partielle du constructeur s'il avait réalisé son intervention dans le réseau plutôt qu'en dehors. Ces systèmes antipollution sont en effet censés durer longtemps, et font parfois l'objet d'une garantie spécifique. À la faveur d'un rappel de grande ampleur, Ford nous a révélé que ses filtres à particules étaient couverts pendant 8 ans et 160 000 km, soit autant que les batteries de ses véhicules électriques.

## Tesla rappelle plus de 200 000 de ses véhicules pour un problème de sécurité

Ce 6 janvier 2025, le géant américain a été contraint de procéder à un énième rappel, avec un problème informatique qui peut impacter plus de 200 000 voitures.
Il y a quelques jours, on découvrait que de plus en plus de détenteurs de Cybertruck affirmaient que leurs batteries avaient été entièrement remplacées par Tesla… sans même en avoir fait la demande. Depuis le 6 janvier, Tesla se doit de répondre aux exigences de fiabilité de la National Highway and Traffic Safety Administration (NHTSA).

### Plus de 239 000 véhicules Tesla concernés par un rappel

Concrètement, cela contraint le constructeur américain à procéder au rappel de plusieurs modèles, sur une période de production d'environ

deux ans (entre janvier 2023 et décembre 2024). Les Tesla Model 3, les Tesla Model Y, les Tesla Model S, les Tesla Model X semblent concernées.
Au total, ce sont près de 239 000 véhicules qui sont touchés par ce problème logiciel, lequel peut venir interférer avec des fonctionnalités de sécurité, et notamment le bon fonctionnement de la caméra de recul. En fonction de certaines circonstances, un court-circuit pourrait venir perturber les composants de l'ordinateur lors de l'allumage du véhicule, entrainant aussitôt la perte de certaines fonctions.

### Au cœur du problème, l'ordinateur de bord HW4

Le constructeur américain a déjà déployé une mise à jour OTA à la mi-décembre et celle-ci a d'ailleurs déjà été intégrée aux véhicules livrés ces derniers jours. Toutefois, il semble que cette dernière n'est pas toujours suffisante.
Au 30 décembre, le souci aurait été au cœur d'un peu moins de 900 réclamations, avec des soucis affectant notamment les véhicules équipés des ordinateurs de bord HW4 de la marque. Aussi, le constructeur pourrait bien être contraint de procéder à de nombreuses bonnes vieilles interventions matérielles, en procédant au remplacement des ordinateurs défaillants. Outre des soucis liés à la caméra de recul, cette défaillance peut également altérer le fonctionnement de la navigation, des essuie-glaces, des phares automatiques, de la détection des piétons/cyclistes ou encore du système d'estimation d'autonomie.

"C'EST VOUS, LE PRODUIT !"

# Un ancien employé révèle pourquoi Microsoft tolère le piratage de Windows 11

*Un ancien développeur de Microsoft révèle que l'entreprise tolère délibérément le piratage de Windows 11. Selon lui, Microsoft préfère maintenir les utilisateurs dans son écosystème pour monétiser leurs données plutôt que de lutter contre les activations non autorisées.*

Il semble que l'activation de Windows 11 par des moyens non autorisés soit un secret de polichinelle malgré les risques qu'elle comporte. Sur son compte X.com, Barnacules, un ex-développeur Microsoft qui affiche plus de 100 000 abonnés, explique en toute détente que Microsoft ne cherche pas à empêcher l'utilisation de serveurs KMS (Key Management Service, ou service de gestion de clés) tiers pour activer Windows 11. Ces serveurs, normalement destinés à l'activation en volume des licences dans les entreprises, sont détournés pour permettre l'activation gratuite du système d'exploitation. Pourtant, Windows ne bronche pas.

### La stratégie de l'écosystème

La tolérance de Microsoft face au piratage n'est pas seulement due à l'ignorance ou à l'indifférence, mais entre plutôt dans une stratégie économique bien précise, selon Barnacules. L'entreprise considère les utilisateurs comme une source de revenus au-delà du simple achat de licence.
Entre autres, Redmond effectue sur ces versions qui frisent la correctionnelle la collecte des données de télémétrie. En clair, il s'agit d'un processus automatique qui recueille des informations sur l'utilisation et les performances de ses produits et services, dans le but d'améliorer la qualité, la sécurité et la fiabilité de ses offres. Mais la firme injecte aussi l'affichage de publicités intégrées dans Windows 11, et la vente de services comme Microsoft 365 ou Xbox Game Pass, soit une manne de sources de profit importante.
« Vous êtes le produit », résume l'ancien employé. Il explique que Microsoft préfère garder les utilisateurs dans son écosystème, même avec une version non autorisée, plutôt que de les voir migrer vers des alternatives comme GNU/Linux ou macOS.

### Les risques pour les utilisateurs

Mais cette apparente indifférence de Microsoft n'est pas un mot d'excuse contre les lois en vigueur ni une invitation à l'utilisation de versions non autorisées de Windows 11, et elle protège encore moins des virus.
Un forum non officiel consacré à Windows précise que piratage de l'OS comporte de nombreux risques, malgré l'apparente tolérance de Microsoft. Bien que l'entreprise publie parfois des mises à jour de sécurité pour les versions non autorisées, ce n'est pas garanti. Vous pourriez vous retrouver avec un système vulnérable aux cyberattaques si Microsoft décide de restreindre l'accès aux mises à jour.
On y apprend également que l'utilisation d'outils d'activation non autorisés, notamment les « AutoKMS », expose le système à des logiciels malveillants potentiellement dangereux. Ces outils peuvent dissimuler des cryptojackers, des enregistreurs de frappe ou des logiciels espions, qui peuvent, comme on le sait, nuire gravement à la sécurité des données. Quant à se tourner vers l'assistance en cas de problème avec une version piratée, c'est à oublier. Impossible de bénéficier du support technique officiel de Microsoft.
Enfin, et c'est peut-être le plus important dans cette histoire, il faut savoir qu'en France, le piratage de Windows 11 tombe sous le coup des articles 323-1 et 323-3 du Code pénal ainsi que de l'article L335-3 du Code de la propriété intellectuelle. Ces derniers exposent les contrevenants à des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 500 000 euros d'amende. Est-ce que le jeu en vaut vraiment la chandelle ?

# Cette prouesse scientifique nous plonge plus d'un million d'années en arrière !

Une équipe internationale de scientifiques a extrait une carotte de glace de 2 800 mètres en Antarctique. Le projet européen « Beyond EPICA - Oldest Ice » a atteint le substrat rocheux au site de Little Dome C. Les échantillons prélevés contiennent des informations sur le climat terrestre remontant à 1,2 million d'années.
Le projet « Beyond EPICA - Oldest Ice », financé par la Commission européenne, réunit douze institutions scientifiques de dix pays européens. Coordonné par l'Institut des sciences polaires du Conseil national de la recherche d'Italie, il étudie et tente de comprendre l'évolution du climat terrestre.
La campagne de forage a nécessité 200 jours d'opérations répartis sur quatre saisons. Les équipes ont travaillé dans des conditions extrêmes, à 3 200 mètres d'altitude et une température moyenne de -35°C. Les premières analyses montrent que les 2 480 mètres supérieurs contiennent un enregistrement climatique haute résolution, et compressent 13 000 ans d'histoire dans chaque mètre de glace.

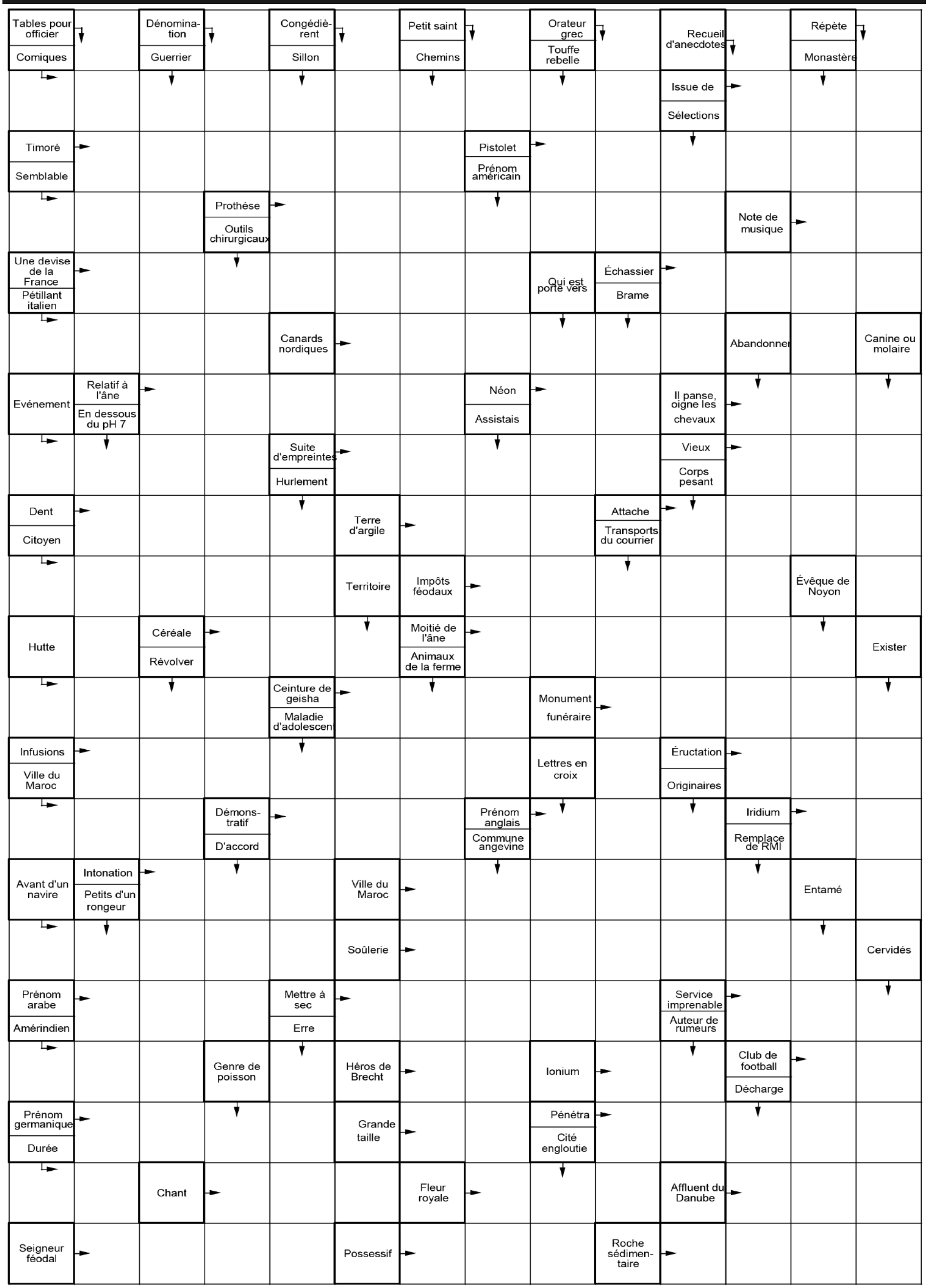
### Un forage dans des conditions extrêmes et une logistique complexe

Si le projet est un succès, c'est grâce à l'organisation minutieuse, telle une chorégraphie, entre les organisations présentes. L'Institut Polaire Français et l'ENEA ont coordonné les moyens de transport : des avions pour le personnel depuis la station Mario Zucchelli jusqu'à la station Concordia, des traversées terrestres pour les charges lourdes entre les stations Dumont d'Urville et Concordia.
Les brise-glaces L'Astrolabe et Laura Bassi assurent le transport maritime. Les carottes de glace nécessitent un transport spécial à -50°C vers l'Europe, comme l'explique Gianluca Bianchi Fasani, chercheur senior à l'ENEA-UTA : « Pour atteindre cet objectif, une stratégie a été élaborée avec la conception de conteneurs frigorifiques spécialisés et une planification précise des moyens aériens et navals ».

### Mieux comprendre les cycles climatiques grâce à des données inédites

Les échantillons prélevés permettront d'étudier une période jusqu'ici méconnue : la transition du Pléistocène moyen, entre 900 000 et 1,2 million d'années. Durant cette période, les cycles glaciaires ont changé de rythme, en passant de 41 000 à 100 000 ans. Les bulles d'air emprisonnées dans la glace fourniront des informations sur les températures atmosphériques et les concentrations en gaz à effet de serre. Selon Julien Westhoff, scientifique en chef et postdoctorant à l'université de Copenhague : « Les analyses préliminaires nous indiquent clairement que les 2 480 mètres les plus hauts contiennent un enregistrement climatique remontant à 1,2 million d'années ». Les 210 derniers mètres, constitués de glace ancienne déformée, pourraient révéler des informations sur la glaciation de l'Antarctique de l'Est.
Les laboratoires européens analyseront ces échantillons pour reconstituer l'histoire climatique terrestre. Ces données permettront de mieux comprendre les mécanismes climatiques et d'améliorer les modèles de prévision actuels. Les scientifiques espèrent également extraire des roches sous-jacentes pour déterminer la dernière période où cette région de l'Antarctique était libre de glace.

# Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 13 janvier 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

## Le FMI prévoit une croissance mondiale stable en 2025

Le Fonds monétaire international prévoit une croissance mondiale stable et une désinflation continue lorsqu'il publiera ses perspectives économiques mondiales le 17 janvier, a déclaré vendredi la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, à la presse.
Mme Georgieva a déclaré que l'économie américaine se portait "bien mieux" que prévu, bien qu'il y ait une grande incertitude autour des politiques commerciales de l'administration du président élu Donald Trump, ce qui ajoute aux vents contraires auxquels l'économie mondiale est confrontée et fait grimper les taux d'intérêt à long terme. L'inflation se rapprochant de l'objectif de la Réserve fédérale américaine et les données montrant un marché du travail stable, la Fed pourrait se permettre d'attendre d'autres données avant d'entreprendre de nouvelles réductions des taux d'intérêt, a-t-elle déclaré. Dans l'ensemble, les taux d'intérêt devraient rester "un peu plus élevés pendant un certain temps", a-t-elle ajouté.

EN APPLICATION DES ORIENTATIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## Les membres de la communauté nationale titulaires de passeports étrangers autorisés à entrer en Algérie sans visa

Le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines a annoncé, samedi dans un communiqué, qu'en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les membres de la communauté nationale établis à l'étranger et titulaires de passeports étrangers valides, sont autorisés à entrer et sortir du territoire national, à titre exceptionnel, sans l'obtention préalable d'un visa, sous réserve de présentation des mêmes pièces à l'entrée et à la sortie du territoire. "En application des hautes instructions de Monsieur le président de la République, soucieux de la prise en charge totale des préoccupations des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, et en vue de faciliter leurs démarches d'entrée au territoire national et pour regagner leurs résidences habituelles, le ministère des Affaires étrangères porte à la connaissance de nos citoyens établis à l'étranger et titulaires de passeports étrangers valides qu'il leur est autorisé, à titre exceptionnel et jusqu'au 31 décembre 2025, d'entrer et de sortir du territoire national sans l'obtention préalable d'un visa, sous réserve de l'utilisation des mêmes pièces à l'entrée et à la sortie, et cela dans deux cas", lit-on dans le communiqué. Il s'agit de l'un des deux cas suivants : "la présentation d'un passeport étranger valide accompagné d'une pièce d'identité nationale biométrique électronique, même si celle-ci est arrivée à expiration", ou encore "la présentation d'un passeport étranger valide avec un passeport algérien biométrique, même si ce dernier a expiré", conclut le communiqué.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

## Cinq morts et 211 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes sont décédées et 211 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés au cours des dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mascara avec 3 morts et 3 blessés, suite à une collision entre un véhicule léger et un bus de transport de voyageurs, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 15 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domicile respectifs dans les wilayas de Médéa, Naâma, Relizane, El-Bayadh et M'Sila, note le communiqué, déplorant toutefois le décès d'une personne à cause du même gaz à l'intérieur d'une habitation à Naâma.

BOUGHALI REÇU À CARACAS PAR LE PRÉSIDENT NICOLAS MADURO

# L'Algérie est disposée à renforcer sa coopération avec le Venezuela

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a été reçu, dimanche à Caracas, par le président vénézuélien, M. Nicolas Maduro Moros, à qui il a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa réélection comme président de la République bolivarienne du Venezuela, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. M. Boughali a transmis au président vénézuélien "les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que ses vœux de succès dans ses missions, à l'occasion de sa réélection comme président du pays", précise la même source. Mettant en avant "la profondeur des relations fraternelles entre les deux pays", le président de l'APN a fait part, "au nom du président de la République, de l'engagement de l'Algérie à renforcer la coopération et la coordination continue avec le Venezuela dans divers domaines". Il a également "passé en revue les relations historiques exceptionnelles unissant les deux pays et discuté des questions internationales d'intérêt commun", saluant "les positions constantes du Venezuela en faveur des causes justes, notamment les causes palestinienne et sahraouie". Lors de cette rencontre, M. Boughali a affirmé que "l'Algérie est pleinement disposée à poursuivre et à renforcer les échanges commerciaux avec le Venezuela, à la lumière des réformes économiques initiées par le président de la République, depuis son accession à la magistrature suprême du pays, en vue de diversifier les exportations et d'encourager les investissements", rappelant que "les cadres juridiques existent entre les deux pays, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, de l'agriculture, des transports et du tourisme". Pour sa part, le président vénézuélien a exprimé "ses remerciements et sa gratitude au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la participation algérienne de haut niveau à cet événement historique", saluant, à cette occasion, "le grand passé révolutionnaire de l'Algérie". Il a, par là même, souligné la qualité des relations avec l'Algérie, appelant à "renforcer la coopération entre les pays du Sud afin de promouvoir les valeurs de paix et de lutter contre le néocolonialisme à travers des politiques économiques garantissant la dignité et la souveraineté économique des Etats". Etaient présents à cette audience, du côté algérien, l'ambassadeur d'Algérie à Caracas, M. Yacine Hadji, et le Directeur général "Amérique" au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, l'ambassadeur Ahmed Hachemi, et, du côté vénézuélien, le président de l'Assemblée nationale, M. Jorge Rodriguez Gomez, la vice-présidente du Venezuela, Mme Delcy Rodriguez, le ministre des Affaires étrangères, M. Yvan Gil, et le vice-ministre aux affaires africaines, M. Yuri Pimentel, selon la même source.

SKIKDA

## Deux centres de proximité pour le stockage de céréales livrés d'ici fin janvier à Beni Ouelbane

Deux (2) centres de proximité pour stockage de céréales, d'une capacité totale de 100.000 quintaux, seront réceptionnés fin janvier dans la commune de Beni Ouelbane (Skikda), a affirmé, dimanche, le directeur des services agricoles (DSA), Rabie Hamzaoui. Les deux centres, en phase d'achèvement avec des taux d'avancement respectifs de 99 et de 85%, seront livrés, tous deux, à la fin du mois de janvier, a précisé le même responsable à l'APS. La construction de ces deux structures d'emmagasinage, d'une capacité, chacun, de 50.000 quintaux, lancée à la fin du mois de juin dernier, s'inscrit dans le cadre du programme national de renforcement des capacités de stockage de céréales, a ajouté M. Hamzaoui, estimant que ces deux projets sont d'une grande importance.

BOUMERDES

## 24.000 foyers raccordés aux réseaux de gaz et d'électricité en 2024

Près de 24.000 foyers ont été raccordés aux réseaux de gaz et d'électricité en 2024 à Boumerdes, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. La concrétisation de ces projets de raccordement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du groupe Sonelgaz visant le raccordement des nouveaux logements à l'électricité et au gaz, l'amélioration des prestations énergétiques et l'accompagnement du développement local, a indiqué à l'APS, le directeur de distribution, Said Mansour. Les projets en question ont porté sur le raccordement de près de 14.000 foyers au réseau électrique et de plus de 10.000 autres au réseau de gaz naturel. Ces opérations ont été concrétisées dans le cadre de la mise en œuvre de plusieurs programmes, dont celui destiné aux nouveaux clients ayant vu le branchement de 6.200 foyers au réseau électrique et 1.200 autres au réseau de gaz. A cela s'ajoute le programme de raccordement aux réseaux énergétiques du nouveau parc de logements qui a profité à près de 7.300 foyers ayant été raccordés au réseau électrique et à près de 6.500 autres, branchés au réseau de gaz naturel.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

## Chaib rencontre des membres de la communauté algérienne établie en Tunisie

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a effectué, dimanche, une visite en République de Tunisie, où il a rencontré des membres de la communauté nationale établie dans ce pays frère, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. "Cette activité s'inscrit dans le cadre du suivi continu de la mise en œuvre des conclusions de la rencontre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avec les membres de notre communauté lors de sa visite en Tunisie en décembre 2021", précise le communiqué. Le secrétaire d'Etat a, à cette occasion, affirmé "l'engagement du Gouvernement à mettre en œuvre les instructions présidentielles visant à protéger la communauté nationale à l'étranger et à promouvoir sa participation au renouveau national". La rencontre, qui s'est déroulée dans une ambiance fraternelle et conviviale, a permis de s'enquérir de la situation des "membres de notre communauté établie en Tunisie et d'écouter leurs préoccupations et aspirations". Ainsi, le secrétaire d'Etat a saisi cette occasion pour "souligner l'importance majeure accordée par les hautes autorités du pays aux citoyens établis à l'étranger, dans le cadre d'une stratégie renouvelée fondée sur la participation, l'écoute et la prise en charge efficace de leurs besoins et aspirations", selon la même source. Lors de ce débat interactif, les membres présents de la diaspora se sont félicités de cette rencontre, tout en saluant les efforts tangibles et les décisions prises par le président de la République pour mieux répondre à leurs préoccupations, conclut le communiqué.